

Chapitre 2

Mon itinéraire intellectuel, syndical et politique (1957-1967)

Durant mon séjour parisien de 11 ans, mon problème a toujours été de concilier mes études universitaires et mes activités syndicales et politiques. Ce n'était pas facile. Dans mon cas, je risquais, comme je l'avais fait durant mon séjour dakarais, de sacrifier mes études universitaires au profit de mes activités syndicales et politiques. J'étais hostile à ceux qui avaient choisi de sacrifier leurs études au profit des activités politiques. Cette attitude risquait de discréditer les dirigeants politiques et syndicaux dans le milieu des étudiants africains. Tout en poursuivant mes études, j'avais choisi de militer au sein de la FEANF et de l'AESF. Je recommandais aux jeunes étudiants membres du MEPAI et du comité exécutif de la fédération de ne pas passer leur temps à fréquenter le siège et de faire tout pour être de très bons étudiants.

J'étais venu en octobre 1957 pour poursuivre des études à l'École Nationale de la France d'Outremer (ENFOM) qui devaient déboucher sur une carrière d'administration de la FOM. Mais j'ai passé les vacances à Diourbel où je devais me documenter sur place sur la société électrique et industrielle du BAOL (SEIB) que j'avais retenue comme sujet de mon mémoire. Membre du PAI, j'ai mené des activités politiques intenses. J'ai milité à Diourbel avec Jacques Baudin, Youssou Dieng, Abdou Kane, Henri Mendy, Moussa Bèye.

J'ai donné des conférences aussi bien à la Maison des jeunes qu'au cinéma Triumph situé non loin de la gare. L'administrateur commandant le Cercle du Baol, Jean Lafay qui venait de Labé a envoyé quelques jeunes Français assister à ma conférence tenue au cinéma Triumph et à laquelle assistaient mon père Baidy Dieng et son grand ami Alioune Sow. Il envoya un rapport à la direction de l'ENFOM à Paris pour qu'on me renvoie de l'école.

A cette époque, je n'avais pas beaucoup d'expérience politique. Mes camarades du PAI et moi-même nous avons commis d'énormes erreurs qui auraient pu nous coûter très cher. Une fois, nous nous sommes réunis chez Cheikh

Diongue, un riche commerçant de Diourbel. Nous avons été infiltrés par un repris de justice qu'utilisait le commissaire de police français de la ville. Nous avons décidé d'acheter le soir de l'essence pour fabriquer des cocktails molotov. Heureusement, mon père aussitôt informé me demanda si je connaissais le passé de ceux avec qui je m'étais réuni chez Cheikh Diongue. Je lui ai répondu non. Il m'a dit qu'il y avait avec nous un repris de justice qui renseignait le commissaire de police. Il m'a dissuadé de me rendre aux différentes stations d'essence de la ville où devaient nous attendre les agents du commissaire. C'est ainsi que j'ai pu informer mes camarades de parti. Mon père interloqué par notre naïveté politique se mit à me chahuter en disant en wolof « Vous n'avez pas de parti, vous avez des amis qui font simplement du bruit, des « *sovando* ». Les populations ne nous prenaient pas au sérieux. Nous empruntions des charrettes pour annoncer les meetings politiques que nous devions tenir ; cet acte apparaissait comme un geste d'amuseur public. Vingt ans après le Referendum du 28 septembre 1958, une vieille griote m'a fait une réflexion que je n'oublierai jamais. Elle m'a dit qu'elle pensait que notre appel à voter non était un geste destiné à créer de l'animation dans la ville.

Je me souviens aussi des frayeurs de la mère de mon ami Malick Fall qui se plaignait de son départ pour Dakar pour accueillir le Général De Gaulle. Elle me disait dans un wolof teinté d'un accent sérère : « De Gaulle est un grand champion de lutte qui nous attendait à Lagnar, une gare située à 11 km de Diourbel, pour faire notre fête ». Elle ajoutait dans son mauvais wolof « *Dama tite* » « J'ai peur ». Malick Fall son fils était têtue. Il était à Dakar.

Ces propos anecdotiques montrent combien sont tenaces les légendes sur le personnage de De Gaulle qui était déjà connu pour ses tentatives de débarquement au Sénégal et du bombardement de Dakar survenu en septembre 1940. Le grand lutteur lébou, Abdourahmane Ndiaye dit « *Falang* », a illustré cet événement qui a traumatisé les Dakarais à la suite des coups de canon tirés par le croiseur Richelieu. Il disait dans un de ses *baké*, chant de glorification de lutteur, « Richelieu et ses balles ne peuvent pas me faire reculer » (en wolof *Richelieu aki ballam dou ma teré gnem. Falang, Falang*).

J'ai eu le privilège d'avoir assisté à l'accueil du Général De Gaulle qui a été bien préparé. Avant sa venue, les mouvements de jeunes ont organisé un pèlerinage à Thiaroye pour rendre hommage aux « tirailleurs sénégalais » tués en 1944 sur ordre du Général De Gaulle. Cheikh Diop dit grand Diop était de la partie.

L'administration a tout fait pour cacher l'itinéraire du Général. Allait-il emprunter la route de la corniche ouest ou l'autoroute ? En définitive, il a emprunté le matin la corniche. Je revois les manifestants du PAI avec à leur tête Majhemout Diop emprunter l'avenue El Hadj Malick Sy. Ces derniers ont cons-

titué une haie à côté de la Maison des jeunes de Dakar (c'est l'actuelle Mausolée de Thierno Seydou Nourou Tall).

De Gaulle était avec le Haut commissaire de la République dans une voiture décapotable. Il agitant ses grands bras pour saluer la foule. Mais avec les cris hostiles et le jet de tracts dans sa voiture, il décida de s'asseoir.

Le soir, un très grand meeting fut organisé au champ municipal de courses (l'actuel emplacement occupé par la BHS et le CESAG). Les foules chauffées par les différents orateurs ont pris les allées du centenaire pour se rendre à la place Protêt pour manifester contre le Général.

À notre arrivée, nous avons trouvé des porteurs de pancartes recrutés par le Dr Doudou Guèye, Secrétaire général du Mouvement populaire sénégalais (MPS), section sénégalaise du RDA de Houphouët-Boigny. Ces porteurs de pancartes n'étaient pas de véritables militants politiques. Ils étaient essentiellement constitués par des « Bella » des esclaves de touareg du Mali, en grande partie, vendeurs d'eau à Dakar.

Les slogans qu'on pouvait lire sur ces pancartes étaient timorés et plats : « Pour une autonomie administrative, une autonomie culturelle ». La foule les a démenagés de la place Protêt. Et de nouveaux slogans percutants figuraient sur les pancartes. « De Gaulle, assassin de Thiaroye », « Vive le FLN » sont les deux slogans que j'ai retenus. Nous avions de la peine à entendre le discours ambigu de Lamine Guèye qui disait qu'un oui ne pouvait avoir de sens que si on peut dire non et que l'Africain n'est dangereux que s'il se tait. Lamine Guèye parlait en sa qualité de maire de Dakar. Gabriel d'Arboussier a pris la parole. Les deux principaux leaders sénégalais Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia ont déserté pour se retrouver en France. C'est Valdiodio Ndiaye qui assurait l'intérim de Mamadou Dia qui prononça un discours écrit par Jean Collin, directeur de cabinet du président du Conseil de gouvernement.

De Gaulle furieux s'est mis à apostropher les porteurs des pancartes. L'atmosphère était électrisée. Une foule considérable de Français avait pris place sur les toits et les vérandas des bâtiments situés autour de la Place Protêt et de l'actuelle CBAO.

Je me souviens avoir emprunté la rue de Thiong en même temps que Cheikh Amadou Mbacké dit Gaïndé Fatma qui devait aller au marché Sandaga où son chauffeur l'attendait.

J'ai pris part pour la première fois au vote. J'étais écoeuré par les fraudes électorales commises lors de ce référendum. Le Président du bureau a procédé à l'expulsion du représentant du PAI. Il a ordonné de sortir tous ceux qui portaient des « boubous Momsarew » et qui étaient assimilés à des non-sénégalais, des « Peuls Firdo ».

C'était le bouquet lors du dépouillement des voix. Un vieux notable demanda au président de soustraire tous les bulletins appelant à voter non. Il disait

en wolof qu'il ne faut pas que ces énergiques du PAI gâchent leur vote unanime pour le oui. A partir de cette expérience scandaleuse, j'ai décidé de ne plus participer à aucune mascarade électorale.

Dès mon retour à Paris en octobre 1958, la direction de l'ENFOM m'informe de mon exclusion. J'ai déjà raconté les circonstances dans lesquelles sont intervenues cette décision et les démarches faites par les autorités sénégalaises, l'Association des élèves de l'ENFOM et l'Amicale des anciens élèves de l'école. Mamadou Dia, alors Président du Conseil du gouvernement, me fait inscrire à l'IRFED. Mais je n'ai pas accepté cette offre. Une bourse me fut octroyée pour poursuivre mes études de doctorat. J'ai déjà retracé longuement les différentes disciplines qui étaient enseignées à l'école.

Durant l'année universitaire 1957-1958 alors que j'étais à l'ENFOM, je suivais les cours à la Faculté de droit et de sciences économiques avec un ami français Dupuy. J'ai réussi à obtenir le diplôme d'économie politique. J'avais comme professeurs Jean Weiller, Gaston Leduc.

L'année suivante 1958-1959, je me suis inscrit au diplôme d'études supérieures de sciences économiques. Mais j'ai profité de cette année pour consolider mes connaissances économiques. J'ai suivi les cours de première année dispensés par Jean Marshall, les cours de Jean Marcel Jeanneney sur le trésor, les cours de Raymond Barre. Daniel Villey était mon professeur de philosophie économique.

Les gens de ma génération refusaient le cloisonnement des disciplines universitaires. Je me retrouvais à la Sorbonne pour écouter Paul Ricœur qui donnait un cours public sur l'interprétation. J'allais de temps en temps suivre les cours de philosophie générale d'un jeune professeur très brillant qui venait d'Alger. C'était Jacques Derrida un juif pied-noir qui fascinait les normaliens de la rue d'Ulm. La salle de cours était prise d'assaut. Il fallait venir tôt pour avoir de la place. Il écrivait intégralement son cours. Son langage hermétique contribuait à exercer une véritable fascination sur ses étudiants. Ses cours étaient donnés dans le cadre du certificat de philosophie générale nécessaire à l'obtention d'une licence d'enseignement de philosophie.

Je me suis retrouvé durant l'année universitaire 1959-1960 inscrit au diplôme d'études supérieures de droit public. J'avais un professeur germaniste, Eisemann, dont le cours était très difficile. C'est pourquoi, nous nous trouvions réduits à une vingtaine d'étudiants dans une petite salle. Je suivais aussi les cours de Pierre Lampué sur le droit d'outremer, de Pierre Rousseau sur les successions d'État en matière de droit public international. Je me souviens avoir été interrogé à l'examen par Madame David. C'était la première fois que je voyais une femme professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques. Elle disait : « je dois être sévère avec vous les Africains, car je risque de vous retrouver demain experts de vos gouvernements dans les instances internationales.

Dans ces conditions, vous devez être bien formés et ne bénéficier d'aucune indulgence ».

Je m'étais inscrit au diplôme d'études supérieures de droit public pour pouvoir passer l'agrégation de sciences économiques. C'était la règle à l'époque. Après l'avoir obtenu, il me fallait chercher un sujet de thèse. J'avais pensé pouvoir m'intéresser aux relations économiques et financières entre la France et l'Afrique occidentale française. Mais Mamadou Touré qui travaillait à la Commission économique du Marché commun de Bruxelles avait traité de ce sujet à Paris. J'ai choisi comme directeur de thèse Henri Bartoli qui était antérieurement professeur d'économie à Grenoble et qui était bien connu comme un chrétien de gauche. Ce dernier me demanda de prendre contact avec Michel Beaud qui travaillait au ministère la France d'Outremer, rue Oudinot.

J'ai suivi certains cours liés à la démographie comme l'histoire de la population du monde, la biométrie et l'écologie. Ce dernier cours était donné à la Faculté de médecine de Paris, rue des Ecoles. Il était dispensé par le professeur Bussières qui savait intéresser ses étudiants à cette matière qui était négligée dans l'université française.

Dans le cadre de ce cours, j'ai participé à des travaux pratiques dirigés par un jeune agrégé de géographie, condisciple d'Assane Seck, qui nous a appris à exploiter les registres d'état civil de la mairie de Juvisy.

Ma vie militante au sein de l'Association des étudiants sénégalais en France (1963-1967)

La première assemblée de l'Association des étudiants sénégalais en France (AESF) à laquelle j'ai assisté en décembre 1957 à la Porte dorée m'a complètement bouleversé. La gestion financière était tellement catastrophique que le président Babacar Niang qui était hors de Paris pour des raisons de stage d'inspecteur des impôts a eu à pleurer. Absent, il n'était pour rien dans les malversations opérées par deux responsables du bureau. C'est la première fois que j'entendais un trésorier dire froidement : « Je me suis octroyé un prêt de quatre cent cinquante francs ». L'association venait de recevoir une subvention de quatre millions octroyée par le gouvernement du Sénégal.

C'est là que j'ai compris la chose suivante : les membres des associations ne s'intéressent à une bonne santé financière de leurs organisations que si leurs activités sont financées par leurs cotisations.

Plusieurs bureaux centraux se sont succédé. En 1957-1958, le bureau central de l'AESF était présidé par Babacar Niang, élève inspecteur à l'École des impôts. L'année suivante, c'est Ibrahima Malick Dia, élève à l'École vétérinaire qui lui succéda. Durant l'année universitaire 1959-1960 c'est Séga Abdoulaye Sow qui présida le bureau central de l'AESF.

Durant l'année 1960-1961, l'Association des étudiants sénégalais en France décide de créer un bulletin d'information *L'Étudiant Sénégalais* où Léopold Sédar

Senghor est brocardé dans une rubrique : *En passant*. Le président de la République du Sénégal venait de commander « à un ensemblier parisien la copie du Bureau Empire de Napoléon à Malmaison » « C'est ainsi qu'il restaure l'Histoire et la Civilisation Africaines ».

Le bureau central de l'ÆESF est ainsi composé : président : Daouda Diouf, vice-président aux affaires sociales ; Bakary Traoré, vice-président chargé de la presse et de la culture ; Amadou Diop, trésorier général ; Sérigne Momar Ba, commissaire aux comptes ; Mouhamadou Lamine Thiam et Boubacar Ly, secrétaire général ; Mamadou Lo, secrétaire adjoint ; Yves Badara Diagne.

Durant l'année 1961-1962, le bureau central a été présidé par Oumar Wone étudiant en médecine.

Élu au poste de vice-président aux affaires culturelles en décembre 1963, j'étais dans un bureau présidé par Cheikh Ba, étudiant en géographie et où siégeaient Amadou Diallo, élève ingénieur agronome, Boubacar Ly, étudiant en sociologie, etc. C'était une période où le Sénégal venait d'être le théâtre d'événements tragiques à la suite des élections législatives et présidentielles du 1^{er} décembre 1963 qui ont fait environ plus de 100 morts, plus de 200 blessés et 500 arrestations à Dakar. La répression ordonnée par Léopold Sédar Senghor a été très dure comme le note l'éditorial de *L'Étudiant sénégalais* (n°1 janvier 1963). Le pouvoir déploya un appareil de répression sans précédent dans l'histoire du pays : nombreuses troupes, mitrailleuses, grenades lacrymogènes au plâtre, hélicoptère tirant et jetant des grenades sur les manifestants. À l'intérieur notamment à Rufisque et à Louga, des maisons de membres de l'opposition ont été brûlées ». Senghor a réussi à éliminer de l'Union progressiste sénégalais (UPS) les éléments gênants, dits « diaistes », à diviser le Bloc des masses sénégalaises (BMS) de Cheikh Anta Diop allié au socialiste Samba Diop (en intégrant la fraction minoritaire et en dissolvant la fraction majoritaire) et le Parti du regroupement africain (PRA) d'Abdoulaye Ly. Auparavant, les syndicats ont été divisés et d'autres syndicats-maisons ont été créés. C'est le cas du SYNELS et de l'Union nationale des travailleurs du Sénégal (UNTS).

En direction des jeunes, le même processus d'intégration a été amorcé par le Mouvement des jeunes de l'UPS, témoin de la création de l'Union de la jeunesse du Sénégal.

Le dernier bastion de résistance à la politique de Senghor est constitué par les organisations des étudiants. Fidèle à l'esprit anti-étudiant de Ouagadougou conforme à celui d'Addis-Abeba, Senghor et l'UPS tiennent à faire disparaître l'ÆESF. Tout en reprochant à ses membres de faire la politique, au point de ne plus réussir leurs études, ils soutiennent une association des étudiants dite UPS. C'est grâce à l'aide de ces étudiants qu'ils veulent diviser les membres de l'ÆESF et former une association nationale d'étudiants gouvernementaux, future section de la fédération des étudiants que les chefs d'État de l'Union Africaine et

Malgache (UAM) ont projeté de créer pour l'opposer à la FEANF demeurée encore solide.

Dans ces conditions, le mouvement étudiant du Sénégal va se radicaliser. Le bureau de l'AESF invite ses membres à étudier les réalités du Sénégal. Il cherche à fournir à ses militants des informations par différents moyens : publication d'un journal où figurent des témoignages et documents, conférences, des bibliographies, etc.

Au cours de la première assemblée générale tenue le 19 janvier 1964, un rapport général retraçant la situation politique, économique et sociale du Sénégal et ses incidences sur la vie matérielle et morale des étudiants sénégalais en France est présenté. Ce programme débute ainsi : « 1963 a vécu. Nous entrons dans une nouvelle période de l'histoire de notre pays en particulier, et de l'Afrique en général ».

Au Sénégal, l'année 1963 s'est terminée sur une situation très préoccupante qui conditionne la vie des étudiants et la qualité des futurs cadres du pays. Les événements tragiques de décembre 1963 doivent faire réfléchir tous les patriotes sénégalais. C'est pourquoi le bureau central de l'AESF voulait analyser cette situation, voir ses répercussions sur les étudiants afin de savoir où aller et ce qu'il faut faire.

La déclaration de politique générale de l'Union générale des étudiants sénégalais (UGES), à l'issue de son congrès tenu en juillet dernier à Dakar disait : « Les deux caractéristiques de la vie politique au Sénégal sont d'une part l'aspect incomplet de la libération nationale, d'autre part la crise grave de la démocratie que traverse le pays ».

L'aspect incomplet de la libération nationale

Le 16^e congrès de la FEANF (26-28 décembre 1963) a redéfini ce que le mouvement étudiant entend par indépendance réelle.

Le Sénégal, membre de l'Union Africaine et Malgache (UAM), est un des pays les plus consciemment soumis au néocolonialisme. L'UAM est l'instrument du néocolonialisme en Afrique, et plus spécialement du pouvoir gaulliste et du marché commun. L'unité des membres de l'UAM dans la répression est un fait patent pour tout le monde : l'institutionnalisation du parti unique, le régime du pouvoir personnel, l'enrégimentement des organisations syndicales et des jeunes, la dissolution des partis politiques et organisations de masse démocratiques, la multiplication des juridictions d'exception (Cour de sûreté de l'État, Haute cour de justice, etc.), bref la liquidation des libertés démocratiques.

Le Sénégal est toujours lié à la France par des accords de « coopération ». C'est un des derniers pays de la communauté rénovée. L'avis de l'Élysée est toujours requis pour les problèmes d'ordre diplomatique en particulier. Le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) a la mainmise sur les questions liées à l'orienta-

tion culturelle du Sénégal : bourses-FAC, accords de coopération dont celui avec l'office, OCORA (Office de coopération radiophonique africaine). Car actuellement, le terrain sur lequel les néocolonialistes se battent le plus sans en avoir l'air, c'est celui de la culture et de l'éducation. L'OCORA créée en 1962, remplaçant la SORAFOM colonialiste, est l'un des instruments principaux de cette influence culturelle française. Il s'oriente de plus en plus vers la télévision. Le FAC a été créé en mars 1959 pour remplacer le FIDES, l'organisme de l'« ordre » de l'ère coloniale.

La situation sociale du pays est vraiment alarmante. Tout le tableau qui vient d'être retracé très brièvement montre concrètement quelles sont les réalités sénégalaises. Cela confirme la première thèse soutenue par l'Union générale des étudiants du Sénégal (UGES) sur l'aspect incomplet de la libération nationale.

Le deuxième aspect de la situation du Sénégal : la crise de la démocratie

La liquidation des libertés démocratiques est significative : la situation du pays se caractérise par d'une part les tendances intégrationnistes de l'UPS, le parti de Senghor, d'autre part par, la répression des partis politiques, des syndicats des travailleurs, des organisations d'étudiants (dissolution du Parti Africain de l'Indépendance, l'emprisonnement de Mamadou Dia).

Des marabouts ont été assignés à résidence, tel que Thierno El Hadji Ahmed Seydou Ba à Médina Gounasse (Haute Casamance) ou emprisonnés comme le marabout Cheikh Tidiane Sy. La réaction qui suivit l'arrestation de ce dernier a été réprimée dans le sang. Les résidences surveillées sont multipliées.

Senghor, après la liquidation des membres de l'UPS gênants, manœuvre maintenant plus subtilement en direction de l'opposition. Le Sénégal, dit-il, a l'honneur d'avoir une position enviable et d'être un pays démocratique. Mais la démocratie de Senghor ne trompe personne. La tactique consiste à diviser l'opposition, comme il l'a fait avec le Bloc des Masses du Sénégal (BMS), à intégrer à l'UPS la fraction minoritaire du BMS. Une fois le parti divisé, la fraction opposée à l'intégration est dissoute. Les mêmes manœuvres ont été utilisées en direction du Parti du Regroupement Africain (PRA) avec cette différence que celui-ci n'est pas dissout, mais que certains de ses dirigeants (en particulier Abdoulaye Ly) sont emprisonnés.

Les mêmes manœuvres seront déployés en direction des syndicats et des organisations d'étudiants.

Au niveau des étudiants, le pouvoir crée des organisations parallèles. Senghor qui reproche aux étudiants de faire de la politique cautionne deux organisations la FELD (Renégat de l'UGEAO) et le Comité des étudiants UPS. L'UGEAO a été brimée, ses dirigeants expulsés et brimés. La FELD soutenue par le gouvernement et des catholiques étrangers est le véritable instrument du pouvoir.

Mais la manifestation la plus spectaculaire fut celle du 1^{er} décembre 1963 à Dakar. Elle a été sauvagement réprimée, un hélicoptère survolant les manifestants, tirant et jetant des grenades lacrymogènes sur eux.

Le gouvernement du Sénégal a tout fait pour briser le mouvement étudiant au Sénégal. Il alla même jusqu'à interdire la diffusion et la vente du journal de l'AESF. *L'Étudiant Sénégalais* par arrêté p16/12693 du 28 août 1964 signé par le Secrétaire Général de la Présidence de la République Abdou Diouf et le Ministre de l'intérieur Abdoulaye Fofana. Ironie du sort, Abdou Diouf avait été le vice-président aux relations extérieures de l'AESF : (cf. *L'Étudiant Sénégalais* n° 3 mars 1964).

En dehors du rapport central présenté par le président de l'AESF, il y eut d'autres rapports portant sur les affaires sociales, les finances et les affaires culturelles. Par ailleurs, le compte-rendu du congrès de la FEANF et du Conseil d'administration a été fait.

Une journée culturelle a été organisée le dimanche 2 février 1964 avec une conférence et un bal à la maison des États de l'Ouest Africain, située au 69, boulevard Poniatowski dans le douzième arrondissement de Paris. La section de Grenoble a organisé une conférence donnée par Abdoulaye Diop qui sera plus tard le directeur de la Sonacos au Sénégal sur le thème : « les structures économiques du Sénégal depuis l'indépendance ». L'assemblée du dimanche 23 février 1964 a abordé le problème de l'assistance technique et la formation de cadres sénégalais. Le rapport Jeanneney définissant la nature de la coopération franco-africaine du gouvernement du général De Gaulle a été examiné de façon critique dans ses incidences sur la formation des cadres supérieurs sénégalais.

L'Association des étudiants Sénégalais en France décida de publier son journal mensuel pour diffuser ses positions.

L'Étudiant Sénégalais

L'Association des étudiants Sénégalais en France a fait un grand effort pour publier régulièrement son journal. *L'Étudiant Sénégalais*. Document durant la période allant de 1960 à 1966. Elle tenait à informer ses membres sur les problèmes politiques qui se posent à travers des conférences-débats organisées autour des œuvres de quatre dirigeants politiques du pays durant les années 1964-1965.

L'Étudiant Sénégalais a tenu à préciser l'esprit dans lequel l'AESF entendait tenir ses conférences à la Résidence Poniatowski, ex-maison d'AOF : « L'Association des étudiants sénégalais en France, étant une organisation de masse où se retrouvent les étudiants de toutes les convictions philosophiques et religieuses qui acceptent de lutter pour l'indépendance et l'unité de nos pays, organise des conférences-débats où tous les sujets intéressant l'évolution de notre pays sont discutés. Comme le socialisme est au centre de la pensée de tous les leaders politiques du Sénégal, qu'ils soient pour ou contre, qu'ils prétendent le bien

appliquer ou le dépasser, il était inévitable que les problèmes touchant la pensée marxiste soient abordés : pour les intellectuels soucieux de vérité, il n'y a aucun sujet tabou. *Néanmoins nous tenons à préciser que la plateforme de notre association n'est pas le marxisme, mais la lutte pour l'indépendance du Sénégal et l'unité africaine*. (*L'Étudiant Sénégalais*, décembre 1964).

Au cours d'une assemblée générale qui a eu lieu à Paris le dimanche 23 février 1964, le problème de l'assistance technique et la formation des cadres Sénégalais ont été abordés. Le rapport Jeanneney a été examiné dans ses incidences sur la formation des cadres supérieurs sénégalais. L'assemblée a dénoncé l'opposition du Ministre de la coopération (ex-Ministère de la FOM) à la poursuite des études spécialisées (exemple, les spécialités en médecine comme pédiatrie, chirurgie, etc.). Le rapport prévoit la militarisation des étudiants en médecine, la suppression de leur bourse et leur expulsion de France. Ces mesures ont été mises en exécution dans le cas du Sénégal où 16 étudiants préparent des spécialités. Senghor n'a fait que reprendre à son compte ce qui a été déjà décidé par ses maîtres français.

Dans un article « Réflexion sur la santé publique. Réponse à M. Léopold Sédar Senghor », l'étudiant en médecine Moustapha Diallo, sous le pseudonyme de docteur Molotesh, après un échange d'idées entre des médecins et des étudiants en médecine sénégalais en France, a vivement réagi contre les positions du président de la République du Sénégal. Cet article est daté du 25 mars 1965.

Le calendrier des conférences a été ainsi établi pour couvrir les quatre courants de pensée au Sénégal.

- 1) La Négritude, doctrine officielle de l'Union progressiste Sénégalaise (UPS) ;
- 2) L'œuvre historique de Cheikh Anta Diop ;
- 3) Les masses africaines et l'actuelle condition humaine d'Abdoulaye Ly ;
- 4) Contribution à l'étude des problèmes politiques de l'Afrique noire de Majhemout Diop.

Introduction à l'étude d'une doctrine : la Négritude

Dans le cadre de son programme culturel, l'association a organisé en janvier 1964 une conférence débat suivie de bal à la résidence Poniatowski, Paris 12^e. Ce fut Amady Aly Dieng, vice-président aux affaires culturelles de l'AESF et ancien président de la FEANF (1961-1962) qui fit la conférence. Le compte-rendu de cette conférence a été publié dans le numéro 2 de *L'Étudiant Sénégalais*, (février 1964) sous le titre : « Du nouveau à l'association ». Voici la substance du compte-rendu de la conférence.

L'orateur débuta son exposé par l'histoire du courant de la Négritude, le mouvement des intellectuels antillais d'abord, africains dans l'entre-deux guerres avec des hommes tels qu'Etienne Lérot, Jules Monnerot, René Ménénil. Mouvement de protestation, mouvement de revendication de la dignité de l'homme

noir. Ce mouvement contemporain d'une profonde crise des valeurs et de l'esthétique bourgeoises eut, à l'époque du surréalisme, une grande influence sur les formes d'expression artistique et notamment poétique des chantres de la Négritude.

Au début, les premiers tenants de la Négritude se sont tournés vers le marxisme qui leur apparaissait comme l'idéologie libératrice des peuples opprimés. Mais certains d'entre eux s'orientèrent plutôt vers le surréalisme. Ce fut surtout après la Deuxième Guerre mondiale que la Négritude allait aboutir à sa confirmation comme doctrine politique avec deux représentants essentiels : Léopold Sédar Senghor et Aimé Césaire.

L'orateur parla surtout de l'œuvre et des thèses de M. Senghor et des liens entre celles-ci et l'orientation politique de l'auteur de *Chants d'ombre*, des liens entre son art et sa politique, comme il l'avait affirmé dans l'interview qu'il a accordée à M. Armand Guibert. L'orateur souleva de nombreuses questions dont certaines sont très importantes. La mystification consiste, sous le prétexte de l'originalité du Nègre ou des civilisations nègres, à lutter contre le rationalisme en invoquant pour le Noir une connaissance fondée sur l'émotion. De même, les tendances communautaires des souches africaines dues à leur faible développement technique serviront à condamner globalement la société industrielle moderne que les rapports d'exploitation ont déshumanisée.

Dieng montra en quoi le développement des sociétés nègres était spécifique et aussi en quoi on y retrouvait des caractéristiques générales du développement de sociétés, notamment le développement du rationalisme, la nature des mythes, la naissance des formes religieuses dans les superstructures africaines. Analysant le développement et l'utilisation de la négritude, Dieng devait montrer ensuite le divorce qu'il y avait entre l'arme de combat que fut la négritude à l'origine et la sorte de narcissisme qu'elle est devenue ainsi que la tentative de fonder sur elle une idéologie de conciliation avec l'impérialisme et le capitalisme, notamment par son importance dans la conception du « socialisme africain ».

Les débats qui suivirent furent très nourris et très vifs. Les interventions des défenseurs vigoureux de l'originalité du Noir permirent de discuter des thèses sociologiques ou ethnographiques sur lesquelles Senghor appuie sa théorie. Ces thèses sont empruntées à Frobenius, Gobineau, Lévy-Beuhl, Griaule, R.P. Tempels, etc. Un camarade sociologue nous parla de théories de Lévy-bruhl, de son évolution et du fait que ce dernier a abandonné, dans ses *Carnets* les thèses qu'invoque encore M. L. S. Senghor.

Pour conclure, disons qu'une délégation de la FEANF y fit une brillante intervention, et que bien des questions y furent discutées sur le sens de l'art, les moyens propres à revaloriser les cultures de l'Afrique et du Sénégal en particulier, ainsi que ses implications et la nécessité d'un gouvernement soucieux des intérêts des peuples africains et sénégalais. Cette conférence était une invitation

à l'approfondissement de l'étude de la Négritude en vue de combattre ses implications sociales et politiques, entravant la libération de nos pays.

Sorti de cette conférence, on ne pouvait qu'attendre la prochaine qui portera sur l'œuvre historique de Cheikh Anta Diop.

Ce compte-rendu mérite d'être complété par mes impressions personnelles et mon commentaire.

J'ai débuté mon exposé par l'histoire du courant de pensée constitué par la Négritude. Au début les premiers tenants de cette doctrine se sont tournés vers le marxisme qui leur apparaissait comme l'idéologie libératrice des peuples opprimés. Mais certains d'entre eux s'orientèrent plutôt vers le surréalisme. Ce fut surtout après la Deuxième Guerre mondiale que la négritude allait aboutir à son affirmation comme doctrine politique. J'ai parlé surtout de l'œuvre et des thèses de M. Senghor et des liens entre celles-ci et l'orientation politique de l'auteur de *Chants d'ombre*, des liens entre son art poétique et sa politique.

J'ai montré en quoi le développement des sociétés nègres était spécifique et aussi en quoi on y retrouvait des caractéristiques générales de développement des sociétés, notamment le développement du rationalisme, la nature des mythes, la naissance des formes religieuses dans les superstructures africaines.

Pour faire ma conférence, je me suis fortement appuyé sur l'article de René Ménénil : « Une doctrine réactionnaire : la négritude » parue dans un des numéros de la revue du Parti communiste de la Martinique : *L'action*. Déjà, dans la revue du Parti communiste français, *La Nouvelle Critique* (1949), Gabriel d'Arboussier, militant du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) avait qualifié la négritude de « dangereuse mystification ». La conférence a suscité beaucoup de discussions, Amar Samb qui sera plus tard agrégé d'arabe et futur directeur de l'IFAN remplaçant Vincent Monteil, a, dans un discours enflammé, dénoncé les crimes commis par Senghor sur les allées du centenaire en 1963.

L'œuvre historique de Cheikh Anta Diop par Jean Suret-Canale

Le 31 mai 1964, l'association avait organisé une conférence dont le thème était axé sur les ouvrages de Cheikh Anta Diop, ou plutôt sur les méthodes de l'histoire africaine.

Mais dès le début, M. Jean Suret-Canale, après avoir rappelé le thème principal de sa conférence, à savoir les méthodes et démarches de Cheikh Anta Diop, posa l'idée essentielle de ce dernier : la civilisation africaine est d'origine égyptienne, ou la société égyptienne antique était une société nègre, par conséquent la société nègre reste la source de la civilisation.

Cette thèse se réclamait à l'origine du mouvement anticolonialiste. D'où la prudence marquée par les milieux officiels coloniaux à l'égard de celle-ci. Il y eut des réactions, par exemple celle de M. Raymond Mauny qui, tout en reconnais-

sant que Cheikh Anta Diop avait fait une critique valable du colonialisme, ne partageait absolument point les idées de celui-ci.

Quel est le fond de la question ? s'est demandé le conférencier. Les idées de Cheikh Anta Diop sont tout à fait positives quand il s'agit de la civilisation de certaines peuplades africaines, comme les Peuls dont l'origine extérieure est soutenue par certains spécialistes, par exemple M. Cornevin qui les fait remonter aux Yéménites, aux Egyptiens.

Mais cette tentative peut conduire l'Afrique indépendante à perdre ses valeurs nationales. « C'est là, dit M. Suret-Canale, une voie de travers, une démarche fondamentalement erronée ; en effet, affirmer que la civilisation égyptienne est d'origine nègre et africaine, ce n'est rien d'autre que se placer sur le terrain de ceux qu'on veut combattre ».

Dans les détails, le conférencier constata que les ouvrages colonialistes et néocolonialistes étaient favorables à cette thèse, d'autant plus que leurs auteurs font encore de la spéculation sur la négritude, sur l'origine égyptienne et les caractères nègres des Egyptiens. Cependant, la thèse selon laquelle la société égyptienne était noire restait une conception raciste, une justification de phénomènes d'ordre social par une différence biologique, conception rejoignant celle des théoriciens du racisme blanc.

Ces derniers, ainsi que les théologiens comme Bossuet et Libermann, ont voulu justifier l'esclavagisme par les idées du péché originel d'une race maudite inférieure et barbare.

Ensuite le conférencier passa en revue les diverses tentatives menées par la race blanche exploiteuse pour se procurer de la main-d'œuvre, tentatives qui se sont soldées par un échec avec les populations amérindiennes marquant leur refus de travailler pour un suicide collectif et avec les engagés blancs venus d'Europe qui ont fini par rester des pêcheurs.

Les esclavagistes eurent plus de succès avec les populations de l'Afrique dont la civilisation était essentiellement fondée sur l'agriculture tropicale et qui présentaient une différenciation des classes depuis bien longtemps enracinée. En plus, l'esclavage était dans les mœurs.

Voilà la première étape de la genèse des conceptions racistes pour justifier l'esclavage.

La seconde étape commença avec les idées de Gobineau qui, par son ouvrage intitulé « Essai sur la différence des races humaines », expliqua l'origine des conflits sociaux à partir des races. Ainsi, la Révolution de 1789 fut la revanche des roturiers, descendants des Francs sur les nobles, descendants des grands blonds du Nord.

Par ailleurs, c'est ce même racisme qui alimenta l'antisémitisme, et conduisit aux massacres des Juifs, boucs émissaires en tant qu'adeptes d'une religion.

Sur quelles bases se fonde la race ? D'abord sur des caractéristiques physiques, ethniques, religieuses et linguistiques, ensuite, sur l'établissement d'une distinction de tous les types.

Or, conformément à ce point de vue habituel, on trouve tous les types en Afrique. Et Cheikh Anta Diop n'a fait qu'adopter la conception de la race pour soutenir sa thèse. Cependant, toute une série de langues est parlée en Afrique. Une telle attitude conduit à une confusion totale dans l'emploi de ces termes, à un faux raisonnement, à un sophisme alors que la race est d'ordre biologique tout autant que la civilisation est d'ordre social.

Il est d'ailleurs malaisé de dire ce qu'est une race. Il est aussi difficile de fonder là-dessus des classifications. Si c'est la couleur de la peau qui permet de classer les gens, pourra-t-on dire que les Malgaches ou les Polynésiens sont blancs ou noirs d'autant plus que la race blanche, elle-même, connaît trois types : nordique, alpin et méditerranéen.

Dans une optique absolument inverse de cette théorie, se place cette thèse selon laquelle la civilisation égyptienne serait d'origine nègre et africaine. Par ce biais, Cheikh Anta Diop rompt à coup sûr avec la méthode scientifique. Le drame de Cheikh Anta Diop, c'est d'avoir soumis les faits à ses hypothèses. C'est là une méthode spéculative et systématique.

Pour lui, les Égyptiens étaient des nègres, mais maintenant ils ne le sont plus, car la conquête arabe a fait que Coptes et Arabes ne se distinguent plus. Or tous les égyptologues consultés affirment que l'Égypte, de tous temps région de contact, a conservé la même composition ancienne et moderne.

Même si Cheikh Anta Diop a raison, a-t-il le droit de parler de civilisation noire ou blanche ? C'est pourquoi lui, Jean Suret-Canale, connaissant ce qu'il y a de dangereux dans l'emploi d'Afrique Noire, a éprouvé certains scrupules. Un autre danger vient du fait que vouloir coûte que coûte trouver une origine extérieure aux civilisations tropicales, c'est sous-estimer leurs caractères originaux.

La thèse moderne est que le Soudan et l'Égypte appartiendraient à la civilisation saharienne et auraient une origine commune avec des éléments noirs et blancs. Par ailleurs, les égyptologues et les linguistes, devant l'argument linguistique, affirment que cette démonstration n'est pas valable, bien que dans sa réponse Cheikh Anta Diop ait repris l'idée de parenté entre le Wolof et le Sérère d'une part, et le Copte ancien d'autre part.

Entre les idiomes, il peut y avoir des similitudes formelles, tout autant que les Aztèques et les Égyptiens, quoiqu'ils aient bâti des pyramides et que leur graphie ait été des hiéroglyphes, n'ont eu aucun lien de civilisation. Soutenir le contraire, c'est fonder une théorie sur des éléments isolés.

D'ailleurs, Cheikh Anta Diop a encore distingué deux types de civilisations, nordique et méridionale, sans les définir ; le type nordique aurait un système de

parenté patrilinéaire, tandis que le type méridional reste matrilineaire. De toute façon, pour les ethnologues, c'est une question ouverte.

Si cette thèse était vraie, les pasteurs berbères, les Sanadja (Mauritaniens) et les Pygmées, population noire, seraient d'origine nordique. De même, les Bambaras dans l'ancien Mali avaient un système patrilinéaire ; selon Tacite, les Germains ont connu le matriarcat. Qui plus est, les deux systèmes ont existé tant en Europe qu'en Asie. La preuve en est qu'ils co-existent même en Océanie actuelle. Quant à l'Afrique, on devrait plutôt mettre l'accent sur le rôle religieux de l'Islam qui a désacralisé les royautés traditionnelles.

On peut dire que Cheikh Anta Diop, tout en avançant certaines idées neuves et fertiles qu'il n'a pas développées, a employé une méthode qu'on ne peut accepter, car il a donné, malgré ses bonnes intentions, des arguments au racisme, orienté les recherches vers des voies de garage en ce qui concerne les valeurs de la négritude, bref conclut M. Jean Suret-Canale, les peuples d'Afrique ont besoin non pas d'une nouvelle mythologie, mais de la vérité pour l'entreprise de la libération nationale.

Ce compte-rendu a été fait par moi-même sous le nom de Ya Mana Hol. C'est l'AESF qui demandait aux auteurs de prendre des pseudonymes pour éviter la répression du gouvernement de Senghor.

Mais la conférence s'est déroulée dans un climat non dénué de passion. Certains étudiants sont venus pour parler de son œuvre, dénier toute compétence à Jean Suret-Canale, adversaire notoire de Cheikh Anta Diop. Il faut dire qu'ils ont personnalisé le débat. Car ils n'ont pas avancé des arguments scientifiques convaincants pour réfuter les thèses de Jean Suret-Canale. Dans ce sillage, Bakary Traoré, un étudiant sénégalais en droit, s'est violemment opposé au fait que Jean Suret-Canale tienne une conférence sur l'œuvre de Cheikh Anta Diop.

Pour calmer les esprits, le bureau de l'Association a demandé à Boubacar Ly, étudiant en sociologie, de refaire une conférence qui a duré deux heures sur l'œuvre de Cheikh Anta Diop. Les discussions ont été relativement sereines. Mais on pouvait constater qu'une très grande partie des étudiants admirateurs ou détracteurs de Cheikh Anta Diop n'avaient pas lu sérieusement ses livres. Le texte de la conférence de Boubacar Ly est publié dans *L'Étudiant Sénégalais* dans les numéros de mars-avril 1966 et de juin 1966.

L'œuvre de Cheikh Anta Diop par Boubacar Ly

Boubacar Ly, conscient de l'insuffisance et de l'absence de lecture des travaux de l'auteur des *Nations nègres et culture*, a tenu à rappeler longuement les thèses défendues par lui. Il a systématiquement recensé les critiques émanant de certains historiens comme Raymond Mauny et Jean Suret-Canale notamment. Il reprend les critiques d'ordre anthropologique et archéologique de Mauny et les critiques générales de Suret-Canale relatives à l'ouvrage *Nations nègres et culture*.

R. Mauny reconnaît que les Egyptiens, les Syriens, les Mésopotamiens sont à l'origine de la civilisation. Mais ceux-ci étaient des jaunes et des bruns qui ne sont pas des noirs comme tend à le prouver Cheikh Anta Diop.

L'argument de Cheikh Anta Diop sur la liquidation systématique des momies à cheveux crépus pour ne garder que les momies à cheveux lisses par les « falsificateurs de l'histoire », est critiqué par R. Mauny. Ce dernier, après avoir cité un article paru dans une revue *La vie africaine*, dit que sur les affirmations de Cheikh Anta Diop, seuls des anthropologues et des égyptologues peuvent donner des précisions sérieuses.

Il écrit : « Qu'il y ait eu des Nègres parmi les Egyptiens et qu'un métissage prolongé ait laissé des traces négroïdes profondes dans le peuplement du pays, personne n'en disconvient plus depuis longtemps. Mais il y a loin de là à faire de la totalité et même de la majorité des Egyptiens de l'époque pharaonique des Nègres... ».

A propos de l'Afrique Noire précoloniale

R. Mauny dit que n'étant ni sociologue (Cheikh Anta Diop dit que son ouvrage est une « étude de sociologie historique ») ni linguiste, il parlera de l'ouvrage en tant que préhistorien et historien de l'Afrique Occidentale.

Il commence par le problème de la préhistoire (Chapitre sur « la migration et la formation des peuples actuels de l'Afrique... ») (pp. 160-178). Pour Cheikh Anta Diop, il n'y a pas en Afrique de paléolithique (sauf à Pita) et dit qu'on ne trouve que du néolithique imputable à des nègres de haute taille... Il y a là une contradiction puisque Cheikh Anta Diop dit que l'Afrique avant l'arrivée des nègres était peuplée de pygmées (à partir de 500 avant J.C.). Or au Sahara, il y a de nombreux sites paléolithiques et on a trouvé dans d'autres régions d'Afrique et non pas seulement en Guinée (Pita) des industries attribuées de façon certaine au paléolithique... On en a trouvé à Dakar même, (aux mines de la Soguïnex), au Ghana, au Niger, au Togo, au Soudan. Les collections de l'IFAN possèdent des centaines d'exemplaires d'outils de cette période.

Il y a eu et il y eut en Egypte des éléments noirs et même, probablement, des dynasties noires qui régnèrent sur l'Egypte blanche... C'est une grave confusion que de mêler les concepts de race et de culture. La civilisation égyptienne a eu des rapports avec les civilisations de la Méditerranée orientale et du Moyen Orient asiatique, mais son influence en Afrique hors de la Vallée du Nil et des régions sahariennes, a été fort réduite.

Les civilisations d'Afrique Noire présentent des traits originaux qu'il ne convient pas d'attribuer à une influence extérieure à moins d'en revenir à l'hypothèse *a priori* de « l'infériorité des peuples d'Afrique noire ».

Il convient d'approfondir encore la connaissance des langues africaines avant d'échafauder des telles « synthèses ».

Réponses de Cheikh Anta Diop

Cheikh Anta Diop pour répondre à ces critiques adopte une démarche en deux temps. Dans un premier temps, il fait une « mise au point générale » concernant les principales idées développées dans les ouvrages ciblés par les auteurs des critiques et dans un deuxième temps, il répond aux critiques.

Mise au point générale

Cheikh Anta Diop se propose de dégager succinctement les grandes étapes de l'évolution du monde noir depuis l'apparition de l'*Homo sapiens*. Concrètement Cheikh Anta Diop se consacre à la période du passé africain qui va de la « préhistoire à la fin du Moyen Âge et à l'apparition des États modernes ».

L'*Homo sapiens*, le type de l'homme actuel est né (continue-t-on à admettre malgré les fouilles de Leakey en Asie) il y a 1 700 000 ans. Il y a environ 40.000 ans au paléolithique supérieur, cette première humanité se rattacherait morphologiquement au type noir de l'humanité actuelle (Cheikh Anta Diop cite Boule et Vallois). (Il s'agit de l'Homme de Grimaldi).

Le premier *homo sapiens* était un négroïde, les autres races : le blanc, le jaune, (Homme de Cromagnon) apparurent plus tard à la suite de la différenciation dont les causes physiques échappent encore à la science... Le substrat négroïde de l'humanité est très étendu et très vivace. Ce fait milite pour l'antériorité du type négroïde dans l'histoire de l'humanité).

Cheikh Anta Diop répond d'abord aux critiques de Mauny qui portent sur *Nations nègres et culture*

En ce qui concerne les problèmes des momies, Cheikh Anta Diop dit qu'il en a ramené de Paris et qu'il les a « décrassées ». Ces momies sont à la disposition de M. Mauny dans son laboratoire (dans une note, Cheikh Anta Diop nous dit que Mauny les a effectivement vues).

Cheikh Anta Diop dit que le fait que l'Europe ait été un creuset de races (celtes, ligures, pelages, talistes, étrusques, germains, slaves, hunns, arabes, négroïdes de Grimaldi), toutes ces races blanches, noires, jaunes, « brunes », n'ont pas empêché l'édification en Europe des différentes nationalités : italienne, allemande, française, etc., qui ont une certaine homogénéité raciale ; mais revendiquent chacune son patrimoine culturel. Mauny confond race et culture.

Pour ce qui est du fait que l'Afrique se soit décivilisée, Mauny semble n'avoir pas lu entièrement *Nations nègres et culture* puisqu'il y est traité... C'est le milieu géographique qui a été à la base de la naissance de la civilisation dans la région du Nil... Ce n'est pas une question de race. Les Nègres ayant émigré se sont isolés à l'intérieur du continent et ont perdu l'acquis culturel de la vallée. Les travaux d'Henri I montrent que le Sahara a été nègre... (Ce qui met fin à toutes les contestations au départ). Ces découvertes permettent d'affirmer que les influences culturelles égyptiennes ont diffusé à des milliers de kms en direction de l'Afrique Noire.

Cheikh Anta Diop procède à la critique des positions de Jean Suret-Canale

Le terme matriarcat a été employé par des traducteurs. Ce n'est pas Bachofen qui a créé les termes de patriarcat et de matriarcat. Il a écrit « Das Mutterrecht » – « le Droit de la mère ». C'est par souci de clarté et de précision, dit Cheikh Anta Diop, qu'il y utilise les expressions races et autres non point par esprit raciste...

« Nier l'existence des Noirs, des Blancs, des Jaunes, c'est faire peut-être profession de foi anti-raciste, mais ce n'est pas faire avancer la science historique... »

« Il existe sur la terre des Blancs, des Jaunes, des Noirs, nous n'y pouvons rien et on est obligé de désigner ce qui existe par des mots... ». « Une attitude ne commencerait à être condamnable qu'à partir du moment où on introduirait des rapports d'inégalité... C'est ce qu'avait fait Gobineau... »

L'opposition d'une culture méridionale et nordique découle d'une étude systématique des faits objectifs... (Au sujet du matriarcat berbère et touareg, voir *L'Unité culturelle de l'Afrique Noire*).

Jean Suret-Canale ne critique pas la théorie des berceaux avec des arguments valables. Les autres critiques sont qualifiées de générales. Aucun fait n'est cité.

Après avoir rejeté les thèses de Morgan, de Bachofen et d'Engels sur le caractère universel de l'antériorité du matriarcat sur le patriarcat, Cheikh Anta Diop expose son argumentation linguistique pour déboucher sur l'analyse de la formation des États africains modernes.

Pour Cheikh Anta Diop, il n'y a pas, comme on l'a soutenu, de parenté entre l'égyptien ancien et les langues indo-européennes et sémitiques.

Par contre, il y a une unité profonde de l'égyptien et des langues nègres. Pour le prouver, Cheikh Anta Diop se livre à une comparaison linguistique de l'égyptien et du wolof. Cette comparaison est « particulière », mais elle permet de dégager des éléments généraux convaincants...

La comparaison des langues africaines et de l'égyptien « conduit non pas à de vagues rapports... mais à une identité de faits grammaticaux et en un nombre tel que cela ne puisse être le fait du hasard... ».

« L'Afrique noire précoloniale »..., si elle décrit les sociétés historiques africaines, pose aussi des problèmes. La description, cela s'aperçoit aisément, est faite autour du thème des berceaux. D'ailleurs l'ouvrage est ainsi que l'indique son sous-titre, « Une étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique Noire, de l'Antiquité à la formation des États modernes ».

Cheikh Anta Diop établit une différence entre les structures politiques de l'Europe et de l'Afrique médiévale. Alors que dans l'Europe féodale les seigneurs et les rois détenaient toute la puissance et que l'homme du peuple était méprisé, en Afrique les hommes du peuple étaient associés au pouvoir. Cheikh Anta Diop donne l'exemple de la constitution de l'Empire Mossi et aussi celui du Cayor. Les monarchies africaines étaient des « monarchies constitutionnelles ». Dans ces États, la royauté avait un fondement traditionnel. Les règles de succession et les obligations du roi se faisaient conformément à la tradition... Les seuls cas de transgression de ces traditions et l'usurpation sont apparus avec l'Islam... en particulier dans l'empire Songay où le pouvoir était d'une instabilité notoire.

Cheikh Anta Diop pose dans ce livre *L'Afrique noire précoloniale* le problème du dynamisme des sociétés africaines. Il pose le problème du dynamisme sur le plan économique et sur le plan social.

Les masses africaines et l'actuelle condition humaine par Abdoulaye Ly

C'est Magatte Thiam, étudiant en sciences et ancien président de la FEANF qui a eu à exposer les thèses d'Abdoulaye Ly sur l'impérialisme. Son texte est publié dans *L'Étudiant Sénégalais* sous le pseudonyme Bara, Bara nom d'un lutteur sénégalais dans les numéros d'octobre 1964 et de décembre 1964.

Dans une première partie, le conférencier a examiné les positions d'Abdoulaye Ly sur les théories de l'impérialisme développées par Rosa Luxemburg, Karl Kaustky, Lénine et méconnues des étudiants africains de son époque. Abdoulaye Ly, historien de formation, cherchait les armes théoriques nécessaires à la réalisation de la libération de l'Afrique. C'est pourquoi il a attaché beaucoup d'importance à la lecture des grands auteurs classiques du marxisme sans aucune exception et à la formation idéologique des étudiants africains. Majhemout Diop l'a présenté comme un trotskyste doublé d'un boukharrien. Cette accusation ne nous paraît pas juste. Il était critique à l'égard des thèses léninistes de l'impérialisme reprises purement et simplement par Kwame Nkrumah dans son livre *Towards Colonial Freedom*. C'était la période du sommeil idéologique dogmatique et du triomphe des thèses simplistes et réductrices du « père des peuples » Joseph Staline.

Dans une deuxième partie, Abdoulaye Ly procède à l'analyse des structures économiques et sociales pour montrer qu'en Afrique, comme en d'autres parties du monde, l'impérialisme capitaliste apparaît purement et simplement comme l'installation et le maintien de rapports allogènes, capitalistes en l'espèce, sur des modes de production originaux anachroniques auxquels Ly refuse la qualification de « précapitalistes ».

Suit une analyse des causes de l'aspect retardataire de la production paysanne : absence de sélection, manque d'engrais, d'animaux domestiques, ignorances techniques, grand nombre de produits de cueillette.

Ly dégage par la suite le rôle de l'impôt dans l'évolution de l'agriculture, mais aussi dans la naissance de catégories telles les Mbindanes (bonnes), les Navétanes, etc. Il passe ensuite à l'installation matérielle de l'impérialisme et son personnel où il note le rôle de l'infrastructure dans la spéculation, mais aussi la mise en valeur du pays, de même que celui de l'automobile dans les fortunes rapides, mais souligne cependant la survie des castes dont la production a été ébranlée par la concurrence des produits d'importation.

Vient par la suite l'analyse des diverses couches sociales que Ly appelle le personnel de l'installation matérielle impérialiste : le personnel non politique ; d'origine européenne, le « prolétariat naissant », les manœuvres salariés directement issus de la paysannerie, les hauts fonctionnaires antillais, les embryons de bourgeoisies, les Syriens et Levantins.

- 1) Le premier reproche que l'on peut adresser à l'auteur au sujet de cet ouvrage, c'est la critique de Lénine à l'égard de ceux qui escamotent ou négligent les différences fondamentales des formations sociales et politiques et l'une des conséquences est d'obscurcir les objectifs de la révolution. Ainsi, en ne dégageant clairement que la lutte contre la domination et les méfaits du colonialisme, il exige la lutte contre le mode de production capitaliste et d'autre part en reléguant au second plan le fait fondamental que la lutte pour le socialisme et sa construction sont les termes dans lesquels se pose la liquidation définitive du capitalisme. En outre, on peut une fois de plus reprocher à Ly de sous-estimer le fondement du socialisme qui est la mise en place de structures permettant la liquidation des classes, seule base de la suppression radicale de l'exploitation de l'homme par l'homme.
- 2) En extrapolant des thèses théoriques peut-être fondées (celles de Rosa Luxemburg) et en appelant à l'aide des phénomènes dus essentiellement aux circonstances historiques de la construction du socialisme en URSS, à l'inexpérience des bolchevicks, Ly n'aide pas à faire une critique saine des erreurs commises dans l'édification du socialisme. Et sur ce plan, il faut dire que la dictature du prolétariat a pour théâtre une lutte de classes assez aiguë au moment où il faut consolider le pouvoir populaire et imposer la révolution économique. Il est certain aujourd'hui que l'expérience soviétique a servi de leçon aux autres pays socialistes.
- 3) En ce qui concerne le rôle et les rapports des diverses couches sociales, il y a un redressement à opérer. Certaines couches d'intellectuels ont servi d'auxiliaires de la colonisation ou de la domination coloniale, mais on ne peut pas généraliser comme Ly le fait (p. 254). La classe ouvrière, le

mouvement syndical dans un sens plus large, ont joué un rôle primordial dans la lutte politique, dans la lutte de libération nationale malgré tous les obstacles dressés sur leur route, malgré la direction de la petite bourgeoisie et le rôle des fonctionnaires dans le mouvement syndical.

En outre, objectivement, Ly, très contradictoirement, reconnaît le rôle éminent que peut jouer la classe ouvrière et que peuvent jouer aussi les intellectuels révolutionnaires dans la prise de conscience de la paysannerie. La classe ouvrière n'apporte pas que cela, mais aussi son organisation, son idéologie de classe la plus révolutionnaire. Ses faiblesses, outre son nombre, résident dans sa direction, les conditions d'existence massive de l'obscurantisme en Afrique, et particulièrement au Sénégal. La complexité des problèmes que les révolutionnaires n'ont pas su appréhender très tôt, notamment les rapports entre les objectifs de classe et la revendication nationaliste. Et il est certain qu'aujourd'hui, il faut encore résoudre un problème analogue, à savoir la liquidation de la domination néocoloniale et les objectifs de classe qui ont certes pris de l'importance.

Les organisations politiques aussi n'ont pas su ou pas pu résoudre le même problème en ce qui concerne le RDA, cela est clair, cela est dû aussi au fait de la confusion idéologique et politique qui règne dans nos pays ainsi que de la difficulté pour éduquer la masse qui, en définitive, par sa lutte concrète, décidera de tout cela.

Aujourd'hui, les communistes africains, même dans l'ancien domaine français, ont pris en main leur propre lutte et la direction de la lutte politique de l'avant garde prolétarienne. Cela permet de clarifier les problèmes théoriques et aussi de supprimer nombre d'écueils tels que les rapports avec les partis des autres pays. Lutter contre la domination néocoloniale, c'est encore continuer la lutte anti-impérialiste et l'alliance objective réside dans le fait que les ouvriers et les paysans luttent contre les mêmes ennemis, la bourgeoisie internationale et du fait que le socialisme, c'est-à-dire la liquidation de la dictature bourgeoise et l'instauration de la démocratie pour le peuple permettront de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

- 4) Sur le plan de l'orientation du développement, la formulation de Ly est défectueuse : en effet, le problème de l'orientation économique n'est pas une simple opposition formelle, agriculture ou industrialisation coûte que coûte. Rien ne peut être fait sans le développement de l'agriculture qui peut fournir à l'industrie matières premières, débouchés et fonds pour la construction de base nécessaires à l'industrie.

Mais en outre, la refonte technique de l'agriculture, la rupture des dépendances causées par la nécessité d'importer des machines, etc., les besoins d'une économie indépendante, d'une production matérielle abondante, commandent le développement de l'industrie, y compris l'industrie lourde. L'essentiel est de ne pas caricaturer, mais d'être attentif aux rapports judicieux entre l'industrie (lourde

et légère) et l'agriculture. Contre les erreurs inévitables, seule la pratique peut nous éduquer et nous devons tenir compte des conditions que l'Afrique impose pour une politique d'industrialisation en grand, c'est-à-dire des conditions de l'unité africaine. Là-dessus, il est intéressant d'étudier le livre de Cheikh Anta Diop *Les fondements culturels, techniques et industriels d'un futur État fédéral d'Afrique Noire*.

- 5) Sur le plan de la méthode, il y a une critique essentielle quant à la manière de critiquer l'évolution et la lutte des idées au sein du mouvement social démocrate. Celle-ci ne reflète nullement cette lutte et sa liaison avec la lutte contre l'exploitation capitaliste. On peut retourner à Ly sa critique de « confusionnisme » lorsqu'il mélange sans explication, sans distinguer Kautsky, Hildebrand, les socialistes du genre SFIO, les affublant du nom de « marxistes » pour après attaquer le marxisme de même pour ses oppositions à un marxisme orthodoxe à Lénine, à Mao Tsé Toung en la personne de Li-San, etc. Cela ne révèle pas une grande clarté de jugement.
- 6) Sur le plan politique, le livre d'Abdoulaye Ly est important à connaître et à critiquer comme tout ce qui fonde une action politique dans nos pays. Il est certain que les idées développées par Abdoulaye Ly ont un rôle important dans son attitude politique, non seulement son exclusivité envers le PAI, mais aussi son action au sein du gouvernement sénégalais de la loi-cadre et à la direction du PRA Sénégal. Et sur ce plan, il ne semble pas qu'Abdoulaye Ly ait résolu correctement le problème de l'anti-impérialisme.

La clarification des idées qu'il a soulevées est très importante pour éclairer les masses populaires et les révolutionnaires et pour faciliter le rassemblement et l'organisation des masses, force essentielle, nécessaire pour vaincre.

Cependant, il serait important pour le conférencier de savoir ce qu'Abdoulaye Ly pense aujourd'hui des problèmes dont il a débattu.

Les débats n'ont pas pu être approfondis. La littérature des penseurs de cette époque où ces débats ont été ensevelis sous le linceul du stalinisme n'était guère connue des étudiants africains dont le livre de chevet était *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Vladimir Lénine.

La conférence dont la première partie est intégralement publiée dans le numéro de *L'Étudiant Sénégalais* (novembre-décembre 1964) est consacrée à l'étude du livre d'Abdoulaye Ly, leader du PRA Sénégal, en ce moment emprisonné. Elle nous permet de comprendre les raisons profondes qui sont à la base de l'attitude du PRA Sénégal envers l'UPS, parti gouvernemental et les partis d'opposition comme le FNS de Cheikh Anta Diop et le Parti Africain de l'Indépendance.

Un bref rappel des attitudes de Ly est nécessaire pour comprendre l'intérêt de cette conférence. Abdoulaye Ly et d'autres intellectuels de sa tendance ont rejoint en 1956 le Bloc démocratique du Sénégal (BDS) de Senghor créé en

1948. Abdoulaye Ly, à cette époque, a lutté de toutes ses forces contre l'Union démocratique sénégalaise (UDS), seul parti progressiste à l'époque au Sénégal, dirigé par Abdoulaye Guèye et Thierno Bâ.

Au Congrès interterritorial de Dakar en janvier 1957, M. Abdoulaye Ly a eu à combattre les thèses de Thierno Bâ, qui étaient justes à ce moment-là, au lieu de lutter contre les conceptions pro-impérialistes de Senghor. Ce dernier a tiré parti non seulement de la présence de Ly dans son parti, mais aussi a compris l'intérêt qu'il pouvait tirer de son livre : *Les masses africaines*. Il écrit dans *Condition humaine* un article fort élogieux où il utilisa les idées essentielles de Ly contre la gauche sénégalaise.

Tout le monde se souvient qu'Abdoulaye Ly fut l'homme le plus acharné, lors de la réunion des partis politiques africains en février 1958, à demander l'expulsion du PAI. Senghor, plus tard, ne manquera pas d'exploiter ce fait lorsqu'il passa à l'opposition en 1958.

Il fut nommé ministre ainsi que d'autres éléments du futur PRA Sénégal dans le gouvernement Dia de la loi-cadre Defferre.

Sa tentative de déborder Senghor au congrès de Cotonou en juillet 1958 en demandant l'indépendance, tempérée par la constitution d'une confédération multinationale, est l'expression de la pression des masses africaines de plus en plus gagnées par le mouvement de libération nationale.

Les négociations de son parti avec l'UPS après l'indépendance nominale du Sénégal en vue d'obtenir des postes ministériels et politiques sont à la base du refus de la direction du PRA Sénégal de prendre position lors du Référendum organisé par Senghor pour instituer un régime présidentiel après la chute de Dia.

Volonté de liquider l'unité de l'opposition au Sénégal et désir de participer au gouvernement, telles sont les constantes de l'attitude d'Abdoulaye Ly. Il est nécessaire de clarifier les sources profondes de son attitude en étudiant son livre sans oublier que le dernier mot appartient à notre peuple.

Abdoulaye Ly met sur le même plan les pays qui nous oppriment et ceux qui ne nous oppriment pas, les pays impérialistes et les pays socialistes. Renvoyer dos à dos alliés et ennemis c'est faire consciemment et inconsciemment le jeu de nos ennemis. Cette attitude est, à peu près, la même que celle de Senghor qui affiche un anticapitalisme purement verbal et un anticommunisme militant. Ce genre d'attitude est une garantie sûre pour les milieux impérialistes avertis.

Pour conclure, réfléchissons à ces rapprochements de Hymans dans sa thèse consacrée à Senghor : « Si la position de Léopold Sédar Senghor se distingue facilement de celle de Majhemout Diop, il est plus difficile de voir par où elle diffère de celle d'Abdoulaye Ly, chef du Parti du Regroupement Africain au Sénégal (PRAS) ; Abdoulaye Ly comme Senghor renvoie dos à dos capitalistes et communistes. Sur le plan du développement économique, la pensée d'Abdoulaye Ly telle qu'il l'a exprimée dans ses livres, *Les masses africaines et*

l'actuelle condition humaine et l'État et la production paysanne. L'État et la Révolution au Sénégal (Présence Africaine 1958), ne diffère pas sensiblement de celle de Léopold Sédar Senghor. Cela est d'autant plus naturel que les idées de Ly semblent avoir influencé Léopold Sédar Senghor quand celui-là était ministre de la Production dans le premier gouvernement Dia en 1957-1958.

Mais le style de Ly diffère radicalement de celui de Léopold Sédar Senghor » (p. 392), et il ajoute : Ly rejoint Léopold Sédar Senghor quand il critique sévèrement Lénine et Staline pour n'avoir considéré les pays sous-développés qu'en guise de forces d'appoint et souhaité un marxisme situé dans une perspective planétaire. Il est également proche de Léopold Sédar Senghor quand il valorise le rôle des paysanneries dans les pays sous-développés « vrais prolétaires » du XXe siècle et lorsqu'il se méfie du prolétariat des pays capitalistes et de leurs partis ».¹

Ce texte que j'ai écrit sous le pseudonyme de Samba Seytané reflète les rivalités politiques existantes entre le PAI et le PRA Sénégal. Il contient des affirmations que je récusé actuellement. Je pense qu'Abdoulaye Ly n'est pas un trotskyste, contrairement à ce que dit Majhemout Diop. Son collègue historien Daniel Guérin était un trotskyste qu'il fréquentait et qui lui procurait une énorme documentation sur les journaux des nationalistes africains d'entre-les-deux-guerres et du métis saint-louisien Emile Faure.

La dernière conférence de l'AESF qui tenait à informer les étudiants sénégalais sur les différents courants politiques existant dans le pays devait porter sur les thèses de Majhemout Diop, Secrétaire Général du Parti africain de l'indépendance (PAI).

Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique Noire par Majhemout Diop

Dans le cadre des journées culturelles de l'AESF, une conférence a été organisée à la Porte dorée (Résidence Poniatowski) le 10 janvier 1965 sur l'ouvrage du secrétaire général du PAI, parti se réclamant du marxisme dit à l'époque scientifique, *Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique noire* publiée en 1958 aux Éditions *Présence Africaine*.

Le conférencier a fait état du livre publié par Majhemout Diop à Cuba et qui porte le titre suivant : *Classes et idéologies de classe au Sénégal* (Editions du Comité central). Dans cet ouvrage, il est soutenu que chaque classe sociale possédait une idéologie. Cheikh Anta Diop a développé une idéologie favorable à la bourgeoisie nationale. Abdoulaye Ly est l'idéologue de la petite bourgeoisie. Léopold Sédar Senghor est le défenseur de la négritude qui est l'idéologie de la « bourgeoisie bureaucratique et parlementaire », alors que Majhemout Diop représentait l'idéologie du prolétariat sénégalais.

Cette présentation à caractère pédagogique, simpliste et réducteur des relations entre classes et idéologies avait séduit un bon nombre d'étudiants africains.

Nous même avons été fasciné par cet ouvrage que nous avons commenté sous le pseudonyme de Samba Seytané dans un des numéros de *Partisans*, la revue de François Maspero et dont la coordination des articles était assurée par Gérard Chaliand. Après quelques années de recul, nous avons procédé à la critique des thèses de Majhemout Diop dans notre ouvrage : *Hegel, Engels, Marx et les problèmes de l'Afrique noire* publié aux Éditions Sankoré de notre ami Pathé Diagne à Dakar en 1978.

Les débats sur l'ouvrage de Majhemout ont été houleux et passionnés. C'était l'époque des divergences sino-soviétiques qui divisaient les étudiants s'installant dans de véritables camps retranchés. C'était l'ère des « pro-soviétiques », des « maoïstes » et des « albanais ». Bientôt apparaîtront des étudiants africains trotskystes divisés en plusieurs clans.

Malheureusement, *L'Étudiant Sénégalais* s'est contenté d'annoncer le jour de la tenue de la conférence sans publier le texte.

Mes deux dernières années (1966-1967)

J'ai vécu ces deux dernières années un peu éloigné des activités de la FEANF. J'ai été embauché à la direction de l'enseignement primaire au service de la comptabilité située non loin du métro Bastille et à Sully Morland. Mon épouse et moi, nous avons pu obtenir des postes d'instituteur grâce à l'intervention d'une jeune Guinéenne Georgette Diallo qui connaissait le chef du service dénommé Zinovief. Nous habitons à la résidence Poniatowski qui n'était pas loin de notre lieu de travail. Nos deux traitements d'instituteurs nous permettaient de vivre et de payer les frais de la pension de mon fils aîné né le 20 mars 1965 et ma fille Aminata née le 5 juin 1966.

Mon fils Baïdy Dieng était placé chez Madame Girault à Rungis où je me rendais tous les week-end pour le ramener à la résidence Poniatowski. C'était une pénible corvée. À la naissance de ma fille Aminata, nous étions obligés de changer de nourrice. Le traitement de ma femme servant uniquement à payer notre nouvelle nourrice.

La situation était si pénible que mon épouse ne pouvait plus continuer ses études pour achever sa licence. Nous primes la décision de solliciter pour elle une bourse de la mairie de Dakar pour lui permettre d'aller à la Cité universitaire de Dakar occuper une chambre de marié. Elle a réussi à terminer sa licence durant l'année universitaire 1966-1967. Je devais la rejoindre à Dakar où j'ai vécu à la Cité universitaire du mois de juillet 1967 au mois de mai 1968, année où nous avons déménagé pour occuper un appartement en location-vente dans les immeubles situés tout près du siège de la SICAP. A cette époque, il était facile d'avoir un appartement, les clients de la SICAP préféraient disposer de villas. C'est un Corse Spinozi qui m'a remis au bout de deux jours de

formalités les clés de mon appartement payé mensuellement 25 000 F CFA pendant dix ans.

Durant l'année 1964-1965, j'ai obtenu un poste de moniteur devant travailler sous la supervision du professeur Jean Guitton. L'année suivante, j'ai été recruté comme chargé de travaux pratiques par une commission présidée par le professeur Henri Bartoli. Madame Urpeau qui était chef de service des travaux pratiques ne voulait pas de ma candidature sous le prétexte qu'à la lecture de mon nom, (Dieng), j'étais un Vietnamien. Pour elle, les Vietnamiens avaient des difficultés pour se faire comprendre par les étudiants français.

Le professeur Daniel Villey est venu à la rue d'Assas m'inspecter durant les travaux pratiques qui portaient sur un exercice relatif aux isophélimes ou courbes d'indifférence. Après la séance, il me demanda ma nationalité. Je lui répondis que j'étais un Sénégalais. Il me félicita avant de me dire qu'il avait un concurrent à l'agrégation des sciences économiques, Jean Dufour, qui enseignait à Dakar. Lorsque je lui ai dit que je ne le connaissais pas, il n'a pas hésité à me dire que c'était un « fumiste ».

L'année suivante 1966-1967, j'ai reçu au lycée Montaigne, situé non loin de la rue d'Assas et en face du jardin du Luxembourg, la visite d'un assistant Philippe Aydallot. L'exercice que j'avais corrigé portait sur le schéma de Samuelson.

Durant ces deux dernières années, je suivais de loin les activités de la FEANF. J'ai assisté pour la dernière fois au XIXe congrès qui a eu lieu le lundi 25 décembre 1955 à 15 heures au 94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11^e (Métro Parmentier ou Couronnes).

J'étais écoeuré par la tournure prise par ce congrès dominé par des « maoïstes ». Voici les slogans :

Étudiants, intellectuels ;

- Intégrons-nous aux masses ouvrières et paysannes
- Éduquons-nous auprès d'elles
- Participons en leur sein à la naissance et au renforcement d'organisations d'avant-garde, supports essentiels d'un front uni anti-impérialiste conséquent pour la libération et l'unification réelles de l'Afrique.

Deux choses m'avaient frappé à ce XIXe congrès : l'intervention du délégué chinois qui a été largement ovationné et le comportement d'un étudiant congolais Dala Gray.

Le Délégué chinois n'était personne d'autre que l'interprète qui nous avait pilotés en Chine lors de notre visite de juillet 1959. Il s'adressa aux congressistes comme si la FEANF était un parti communiste.

D'un autre côté, Dala Gray n'avait rien d'autre à faire que de demander aux congressistes de crier très fort « À bas l'impérialisme ».

J'étais sorti de la salle attristé par le comportement irresponsable du comité exécutif qui était en train de liquider l'unité d'un organisme péniblement mis en place durant la période coloniale.

Avec la chute de Kwamé Nkrumah, la FEANF a été expulsée de son siège situé à la rue Bineau à Neuilly par les nouveaux dirigeants du Ghana. Elle s'est installée au Foyer des étudiants congolais, 96 rue Broca, Paris 13^e.

De nombreux groupuscules furent créés dans les rangs d'étudiants africains pour liquider la FEANF. Son comité exécutif, dans un communiqué daté du 20 décembre 1966, a procédé à un recensement systématique de ces groupuscules.

- 1) Association Culturelle et Sportive des Étudiants Malgaches et Africains (ASCEMA) animée par un haut fonctionnaire français expérimenté dans les services de renseignements. Le but avoué est la « culture » et le « sport ». Mais en réalité, il s'agit de former des mouchards et autres indicateurs.
- 2) Centre Africain de Recherche d'Echanges Culturels Techniques (CARECT) suscité et encouragé vivement au sein d'une poignée d'étudiants africains en France par les officines de la CIA (Central Intelligence Agency ou service d'espionnage) de l'impérialisme américain. Le but avoué est « l'épanouissement de l'Homme africain » pour « une unité réelle de l'Afrique ». Les apprentis laquais qui l'animent se baptisent pompeusement « Génération Africaine ».
- 3) Mouvement des Étudiants de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (MEOCAM) est l'œuvre des traîtres à l'Afrique que sont Houphouët-Boigny et Léopold Sédar Senghor. Ils se servaient d'une poignée d'étudiants corrompus de leurs prétendues « Union nationale des étudiants de Côte d'Ivoire – UNECI » et « Union nationale des étudiants sénégalais – UNES ». Le but avoué du « MEOCAM » est de réaliser « la construction nationale » dans « l'intérêt bien compris de l'Afrique » en dehors de la « surenchère des différentes idéologies ». En réalité, il s'agissait d'une vaste offensive idéologique pour associer des étudiants peu conscients ou traîtres de l'Afrique à leur œuvre de mystification en vue de prolonger leurs crimes.
- 4) En été, un ancien député malien a fait circuler un tract appelant ses « compatriotes » à former un certain « Rassemblement des Étudiants et Stagiaires Maliens en France » (RESMAF) afin de détruire la section territoriale de la FEANF qu'est l'Association des Étudiants et Stagiaires Maliens en France (AESMF).
- 5) La création par l'impérialisme français et ses serviteurs (Houphouët-Boigny et Senghor) du soi-disant FLING (Front de Libération Nationale de la Guinée) et du L'UGGEF (Union Générale des Étudiants Guinéens

en France) qui tentaient d'entraîner la section guinéenne de la FEANF dans le giron de l'impérialisme français avec l'aide de quelques étudiants opportunistes.

Tous ces tirs croisés ont un seul but : détruire coûte que coûte la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France–FEANF, porte-drapeau depuis seize ans des intérêts des peuples africains en milieu étudiant.

Comment expliquer cette offensive en direction des étudiants africains ?

En changeant le masque colonial contre le masque néocolonial, les impérialistes croyaient pouvoir leurrer longtemps les peuples africains. Ceux qu'ils ont placés à la tête des pays africains ont révélé très tôt leur nature de valets et ont suscité la colère et la haine des masses ouvrières et paysannes. De vastes mouvements populaires ont alors ébranlé les régimes prétendument forts et ont chassé du pouvoir une partie des valets. Les coups d'État militaires n'ont pas assuré la quiétude que recherchent les monopoles capitalistes d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord pour poursuivre leur pillage. Voilà ce qui explique la recherche frénétique de nouvelles couches de valets au sein des étudiants progressistes (FEANF et Union Générale des Étudiants de l'Afrique Occidentale – UGÉAO) auprès des peuples africains pour faire hisser dans l'appareil de répression des étudiants corrompus ou lâches. C'est là le contenu même de toute la ruse des adversaires de l'Afrique.

Le président de l'AESF, Babacar Sine a donné une conférence sur le livre de Léopold Sédar Senghor *Nation et voie africaine du socialisme* publié aux Éditions *Présence Africaine* en 1959. Ce livre est écrit au moment où les pays africains venaient de sortir du Référendum gaulliste de 1958. À l'exception de la Guinée, tous les pays d'Afrique noire sous domination française ont été attelés à la Communauté dite Rénovée qui n'était qu'une pièce de rechange pour succéder à la défunte Union Française. Dans ce livre, *Nation et voie africaine du socialisme*, Senghor opte sans ambages pour la Communauté Rénovée dans l'espoir de la transformer en une sorte de Confédération d'États Indépendants d'Afrique Francophone gravitant autour de la France, puissance colonisatrice.

« Pour nous résumer sur ce point, déclare Senghor, l'indépendance et la construction de la nation exigent d'abord, avec l'auto-détermination, la liberté du choix ; nous l'avons acquise depuis la Constitution du 4 octobre ».

Une première remarque s'impose : Senghor éludait le véritable problème de l'indépendance pour tourner l'essentiel de ses réflexions autour du problème fédéral – une véritable manœuvre de diversion. Le problème du fédéralisme ou, en d'autres termes, de l'unité, se posait effectivement aux pays africains en 1959 après ce que l'on appelle depuis la « balkanisation » de l'Afrique par la Loi-cadre Defferre en 1956. En ce moment, devant le développement du nationalisme africain, la loi-cadre, en morcelant l'Afrique, répondait à un objectif précis :

affaiblir le mouvement national africain en portant atteinte à son unité, diviser les pays africains pour mieux exploiter leur faiblesse et les soumettre à une autre forme de domination. A travers le problème fédéral, c'était donc le problème de l'unité de lutte des peuples africains et l'unité organique des pays d'Afrique qui se posait.

Senghor, quant à lui, pose le problème fédéral et le résout d'une façon rétrograde : le problème fédéral sert chez lui de diversion devant le fait national et de la lutte anticolonialiste pour une indépendance effective. Il subordonne à l'accession à l'indépendance la réalisation d'États fédérés ; il renverse ainsi les données des problèmes et l'ordre de leurs solutions ; alors que c'est le colonialisme qui a « balkanisé » l'Afrique, qu'il est le principal responsable du morcellement de l'Afrique, l'unité des pays africains doit successivement et avant tout passer par l'indépendance effective, par la suppression du colonialisme et du néocolonialisme.

En vérité, Senghor n'était pas pour l'indépendance effective, c'est cela la raison déterminante qui explique la confusion qu'il semait autour du problème fédéral en 1959 et qu'il entendait résoudre dans un sens réformiste au service du néocolonialisme. Vouloir réaliser d'abord des fédérations d'États africains pour aller ensuite à l'indépendance, sans lutte conséquente contre le colonialisme, c'était et c'est encore soumettre les pays africains à l'emprise du néocolonialisme. Cette attitude de Senghor devant l'unité africaine et le problème national, réformiste et rétrograde, cette soumission à l'impérialisme français n'est pas nouvelle chez lui mais demeure au contraire une constante : il convient de rappeler que Senghor a été absent à la Conférence panafricaine de Manchester en 1945, rencontre importante qui a posé de façon extrêmement juste les problèmes de l'indépendance et de l'unité africaine. Rappelons-nous qu'en 1946, Senghor, absent des assises de Bamako, avait boycotté le Congrès RDA qu'il a combattu et il avait avoué l'avoir fait sur l'injonction du gouvernement français de l'époque (voir sur ce point son autocritique au Congrès de la Convention Africaine).

Enfin, la promotion politique de Senghor a été essentiellement assurée par le soutien des forces coloniales : les administrateurs français qui ont mis les caisses noires à sa disposition et qui lui ont prêté les moyens matériels (matériel de propagande), les Libano-syriens comme Tabet au Sénégal qui fournissaient argent et véhicules de propagande, les trusts français locaux (Delmas, Gallenca, Crémieux), tous ces groupes d'intérêts colonialistes qui entendent aujourd'hui sous la IIe République du « Sénégal indépendant » être « récompensés des services passés ».

Ainsi, Senghor n'a pu battre Lamine Guèye qu'en grande partie grâce à ces divers soutiens. C'est son parti, le BDS (Bloc Démocratique Sénégalais) appuyé par les notables, les administrateurs, les Libano-Syriens, les trusts coloniaux, qui devait être cet instrument de soumission à l'impérialisme français. Soulignons

que Senghor a opposé le PRA au RDA. Par ailleurs, il a trahi les décisions du Congrès de Cotonou PRA exigeant l'indépendance immédiate, et cela sur l'injonction du Général de Gaulle. C'est Senghor qui a manigancé à la fameuse réunion de Niamey du PRA qui s'est soldée par une démission nette devant le vote du non en faveur de l'indépendance, et Senghor qui a liquidé l'UDS (Section sénégalaise, combattante et nationaliste du RDA pour former son BPS qui a appelé à voter « oui » au référendum gaulliste et à renouer avec le pacte colonial.

Aussi, les positions politiques dégagées dans ce livre devant les problèmes de l'unité africaine et de l'indépendance nationale se comprennent-elles comme des éléments logiques de la politique constante de Senghor.

La Fédération du Mali a éclaté depuis août 1959, elle qui était au centre de certaines réflexions sur le Mali dans son livre, car il espérait trouver dans la Fédération du Mali cet embryon d'États fédérés qu'il appelait de tous ses vœux et qui devait jouer objectivement le jeu de l'impérialisme. Depuis la parution du livre, le Sénégal a accédé à l'indépendance politique ; ce qui est fondamental et essentiel alors, c'est de confronter les théories de Senghor avec les faits, le programme d'action politique qu'il préconise dans son livre avec la situation réelle et concrète du Sénégal.

La deuxième partie de cette conférence faite par Babacar Sine a été publiée sous le pseudonyme d'un lutteur sénégalais, Diambane, dans *L'Étudiant Sénégalais*, (mai-juin 1965).

De nombreuses conférences ont été organisées à la résidence Poniatowski par l' AESF ou le comité des résidents de la Porte dorée.

Boubacar Ly, étudiant sénégalais en sociologie, a présenté une très intéressante étude sur le phénomène de l'esclavage dans la société sénégalaise traditionnelle. Le texte de la conférence a été publié sous le pseudonyme de Bekay dans *L'Étudiant Sénégalais* (numéros de septembre octobre 1965 et novembre décembre 1965)

Dans les numéros de *L'Étudiant Sénégalais* (janvier février 1965 et mars avril 1965) est publiée une série d'exposés sur l'économie du Sénégal et notamment sur le Sénégal agricole et industriel.

L' AESF n'a jamais négligé les problèmes artistiques. Elle a organisé le 18 mars 1966 un gala cinématographique qui a connu un grand succès. *Niaye* et *la Noire de ...*, deux films de Sembène Ousmane étaient au programme.

Voici le compte-rendu qu'en a donné Babacar Sine sous le pseudonyme de Ndiambane (c'est le nom d'un célèbre lutteur sénégalais) et dans le numéro de mars. *La Noire de*, prix Jean Vico, et *Niaye* déjà primé cette année à Tours, confirment le talent de Sembène, et surtout illustrent l'orientation que celui-ci imprime à son cinéma : un cinéma engagé, c'est-à-dire qui entend refléter les problèmes de l'Afrique d'aujourd'hui, du Sénégal en particulier, se détournant des genres touristiques comme le *Magal de Touba*, *Sénégal ma Pirogue*, etc.

Sembène, écrivain et auteur de *Docker Noir* et *Les Bouts de bois de Dieu*, etc. ne contredit pas Sembène cinéaste producteur de *Borom Saret*, c'est tout un. Au cinéma comme dans les lettres, c'est le même combattant contre l'injustice sociale et pour la libération du peuple, c'est le même cri de protestation des mêmes personnages contre la même situation.

La Noire de, c'est l'histoire d'une jeune « bonne » victime innocente de l'exploitation d'une famille d'assistants techniques parvenus et sans scrupule. C'est à Antibes que se passent les événements : le congé doré de notre spécimen d'assistant technique, le drame de la jeune négresse emprisonnée entre les quatre murs de l'appartement, sans salaires, sans plein air, n'ayant comme univers que celui du balai, de la vaisselle à laver, de la cuisine à faire et des enfants à surveiller. De la France, notre personnage ne verra rien, si ce n'est que quelques bouts de côte d'Azur entrevus à travers une fenêtre, mais surtout ne vivra rien.

Cette histoire est cependant une réalité. C'est un phénomène courant ; en effet des « assistants techniques » comme naguère les administrateurs coloniaux emportaient dans leurs bagages quelques « bonnes à tout faire », et surtout à tout subir. Histoire de négriers moderne.

Les conversations de table que Sembène organise et auxquelles sa caméra nous invita sont pour nous l'occasion d'entrer dans certains mobiles psychologiques que certains de ces « techniciens » qui nous assistent : le C.F.A, la bonne planque, les transferts avantageux de salaires en métropole – la moitié des émoluments en Afrique représentant le double en France, pourquoi pas ? Puisque l'assistance technique est aussi une technique comptable. C'est toute la gamme des sujets qu'égrènent nos « explorateurs modernes » : la misère africaine, l'exploitation de nos pays, nos assistants techniques à table n'en parlent pas car ils n'en ont cure ! N'est-ce pas notre misère qui fonde leur fortune.

La caméra de Sembène est cocasse et pertinente ; à travers l'histoire de bonne, c'est toute la critique de l'assistance technique qui est posée et exposée. Sembène ne prend même pas la peine d'accuser, c'est la réalité qui s'en charge, la vérité. Et c'est parce que Sembène est un militant de la vérité qu'il est révolutionnaire, car en Afrique et au Sénégal en particulier, c'est la vérité qui est révolutionnaire, car au pays où l'on proclame et chante le plus la « négritude », la vérité est que le « nègre » est toujours victime de l'exploitation qu'il subit depuis le XVI^e siècle où « navigateurs hollandais, portugais, français, anglais, « héros » des temps passés, précurseurs de nos assistants techniques, « héros » de nos temps présents débarquent chez nous ».

Cinéma-vérité ? Sembène ne sait pas ce que ce terme recouvre. Est-ce une école du cinéma ? Une tendance ? Sembène vit au Sénégal et choisit de dire la vérité par la plume et par le cinéma, et s'il se trouve que chez nous dire la vérité et être pour la justice sociale, pour la libération de notre peuple, c'est la même chose.

Ndiambane

Invité à faire une conférence à Porte Dorée en 1967, Jacques Arnault, l'auteur du *Procès du colonialisme* (Éditions Sociales 1958) et membre du Parti Communiste Français, a tenu des propos scandaleux et cyniques. Il a violemment attaqué les dirigeants chinois qui sont partisans de la guerre nucléaire. Il a ajouté: « La partie pensante de l'humanité se trouve en Europe et en Amérique. Les pays du tiers monde ne pesaient pas lourds du point de vue de la science et de la technologie. Avec l'utilisation de l'arme atomique, c'est l'humanité qui perdrait, car le siège européen et américain qui abrite les énormes progrès de l'humanité serait détruit».

Ce jour-là, j'ai réalisé le cynisme politique de certains dirigeants communistes des pays sous-développés. Il était certain que Jacques Arnault a révélé aux étudiants africains ce que les dirigeants du PCF pensaient tout bas.

Depuis l'indépendance des pays africains, les groupes nationaux issus du MEPAI ont réussi à contrôler le comité exécutif de la FEANF. Les présidents de la FEANF exécutaient la politique définie par le groupe national. C'est le cas de Moustapha Diallo (1960), Amady Aly Dieng (1961 et 1962), Magatte Thiam (1963) qui étaient des militants de MEPAI. Il en était de même avec Ibrahima Ly en 1964 dont le groupe national était très proche de celui du Sénégal. Dès 1965, c'est le groupe national du Dahomey allié au groupe national de la Guinée qui avait imposé Robert Dossou comme président de la FEANF.

Quand on lit son discours de clôture du 25 décembre 1965, on note un changement d'orientation politique caractérisé par l'accent particulier sur la pénétration de l'impérialisme américain en Afrique et par une forte adhésion au maoïsme.

L'orientation politique du XXVIII^e congrès sera réaffirmée et accentuée lors du XIX^e congrès de la FEANF. C'est le dernier congrès auquel j'ai assisté avant mon retour au Sénégal.

Le XIX^e Congrès de la FEANF

Le XIX^e congrès s'est tenu les 26, 27, 28,29 décembre 1966 au 97, rue Jean Pierre Timbaud, Paris 11^e (métro Parmentier ou Couronnes).

Ce congrès a eu lieu dans une situation confuse résultant des divergences politiques qui ont divisé les anciens militants du Mouvement des Étudiants du Parti Africain de l'Indépendance (MEPAI). C'est pourquoi l'Association des Étudiants Sénégalais en France (AESF) a produit une longue déclaration sur la situation politique au Sénégal et ses rapports avec la FEANF.

Cette déclaration a eu le mérite de fournir les raisons explicatives de la situation au Sénégal et de poser les problèmes relatifs aux divergences opposant les dirigeants de la FEANF aux membres du bureau de l'AESF.

Le fait le plus important depuis le dernier Congrès est ce qu'on peut appeler la politique de la main tendue inaugurée par Senghor et le résultat le plus immé-

diat de cette politique, c'est le ralliement du PRA Sénégal à l'UPS, et il semble que l'on s'attende à des développements prochains, notamment avec les négociations engagées ou sérieusement envisagées avec les autres formations politiques ou éléments de l'opposition : le BMS, les Diaistes, etc. Ce sont des signes d'une conjoncture politique qui a toute l'apparence d'être décisive pour l'avenir du pays.

Aussi, convient-il de dégager quelques éléments d'appréciation qui nous permettront avec l'apport des discussions éventuelles, de voir plus clair et de pouvoir esquisser quelques lignes d'orientation.

Le bureau de l'AESF a tenté donc de livrer les raisons qui lui semblent imposer une telle tournure aux événements politiques avant de rendre compte des réflexions que lui inspirent les expériences d'unité politique en cours, notamment celles du PRA et de l'UPS.

Les raisons explicatives de la situation actuelle

Il faut d'abord partir des données de la situation politique intérieure caractérisée essentiellement par le marasme économique où sombre à l'heure actuelle le Sénégal : les causes fondamentales de ce marasme économique sont assez bien connues pour que l'on s'y attarde outre mesure : c'est essentiellement la domination néocoloniale du Sénégal et ses effets : la cause la plus immédiate est l'incapacité du gouvernement de Senghor de répondre de façon positive aux aspirations des masses ; le Sénégal, qui en est à son deuxième plan, n'enregistre pas de progrès sensibles dans les secteurs importants de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, ces deux derniers secteurs étant le quasi monopole du capital étranger. Les détournements scandaleux de deniers publics, l'incurie des dirigeants politiques du régime, les dépenses fort coûteuses du festival préférées à des actes concrets comme le financement de constructions scolaires, le financement de campagnes d'alphabétisation, l'aide concrète au cinéma africain sous forme de subventions pour la production, des réseaux de maisons de la culture et les bibliothèques populaires, le financement de la recherche africaniste, etc., les dépenses somptuaires et les spéculations de toutes sortes sur le riz comme les trafics de devises, tout cela montre nettement que l'on ne se trouve pas en face d'un gouvernement résolu à œuvrer pour le bien des masses populaires.

Les indices les plus manifestes de cette situation socio-économique désastreuse sont les montées spectaculaires des prix de denrées de base comme le riz et l'huile. L'on comprendra mieux la détérioration sociale si l'on ajoute que le nombre d'enfants assujettis aux allocations familiales va être réduit à 6 et que les salaires sont bloqués.

Cette situation ne manque pas de susciter le mécontentement des masses populaires et le discrédit du régime Senghor incapable de résoudre les problèmes vitaux du pays.

Et l'on ne peut éternellement bâillonner l'opposition et continuer à mettre en veilleuse les libertés démocratiques pour survivre et inhiber les tensions et les conflits qui ne manquent pas de surgir d'une situation si explosive. Il semble donc que Senghor, sous la pression de l'impérialisme français, tente de trouver d'autres solutions. C'est dans le cadre de cette recherche de nouvelles solutions pour sortir de l'impasse actuelle qu'il faut placer notamment les expériences actuelles d'unité politique au Sénégal.

Cependant, on doit aussi tenir compte d'autres éléments d'appréciation apparus à un autre niveau, celui des contradictions inter-impérialistes et des pressions des divers impérialismes américain et français sur le Sénégal.

Les tentatives de pénétration de l'impérialisme américain

Ces tentatives s'exercent réellement et concrètement sur le Sénégal. Elles s'expriment de façons diverses : d'abord sous forme d'aide économique et technique apparemment désintéressée ; par exemple les dons de riz et le financement de constructions scolaires comme les lycées « Kennedy » et « Malick Sy », l'envoi des professeurs d'anglais, etc.

La forme principale que revêt pour le moment la pénétration américaine est surtout idéologique : l'on connaît bien maintenant ces « fameux corps de la paix » qui sillonnent la brousse sénégalaise, des filles américaines en tenue indigène, maniant parfaitement le wolof. N'est-ce pas pour donner une bonne impression des États-Unis au peuple sénégalais ? Il s'agit dans cette opération d'attacher sentimentalement ce peuple aux US en présentant leur œuvre comme étant désintéressée. Les autres éléments de cette pénétration idéologique américaine sont les activités importantes du centre culturel américain et son travail idéologique dans la jeunesse sous forme de conférences, de voyages organisés, etc. Quant à l'IFAN, il est envahi de chercheurs américains qui n'ont pour but que de connaître mieux le Sénégal et directement pour pouvoir l'asservir. Le pays lui-même est infesté de tonnes de brochures de vulgarisation scientifique et littéraire, par exemple la collection « Nouveaux Horizons » dont raffolent les lycéens et les jeunes qu'on gave ainsi d'une littérature dont le niveau scientifique est très bas. Cette littérature a d'autant plus de succès qu'elle coûte un rien : 50 F CFA par livre ; elle est même souvent distribuée gratuitement.

Tous ces faits entrent dans un plan minutieusement élaboré de colonisation et de conditionnement idéologique. On sait du reste par principe et par expérience que la fonction des superstructures idéologiques est de renforcer et de servir l'infrastructure socio-économique qui sera en l'occurrence au Sénégal la pénétration politique et économique de l'impérialisme américain.

Quant à la pénétration politique américaine, il semble qu'elle est sérieusement amorcée et que les États-Unis comptent sur certaines forces de l'intérieur de l'appareil d'État, du Parti UPS, de l'armée ; les visites fréquentes de l'ambassadeur des États Unis à Touba avec chèque abondamment rempli ne sont pas

que des visites de courtoisie. Quant au reste, tout laisse supposer que Senghor est plutôt acquis fermement à l'impérialisme français, culturellement attaché à la culture française par sa formation – ne se fait-il pas l'avocat le plus zélé de la francophonie ?

Dans la panoplie d'hommes politiques disponibles qui feraient l'affaire de l'impérialisme américain, c'est l'affairiste Doudou Thiam qui apparaît comme l'homme providentiel. Les frictions entre Thiam et Senghor au sein de l'UPS peuvent s'expliquer à partir de ces données : le fait que Thiam soit doublé depuis le Congrès de cette année de Cissé Dia, fidèle serviteur de Senghor, de son poste de secrétaire politique du parti, est éloquent.

Ce sont là autant d'éléments tirés de l'observation des faits actuels qui illustrent les tentatives de mainmise américaine sur le pays. Ces méthodes ont été déjà affinées dans tous les processus de recolonisation entrepris par l'impérialisme américain dans l'histoire, notamment en Amérique Latine et en Asie.

Aussi, est-il opportun de se demander devant une telle situation quelle est la stratégie actuelle de l'impérialisme français au Sénégal ? En effet, pour comprendre les données nouvelles qui caractérisent la situation politique dans les pays, il est indispensable de les rapporter aux querelles d'influences inter-impérialistes ou contradictions inter-impérialistes.

L'histoire politique mondiale des dernières années montre clairement et continue d'étaler le spectacle de lutte aiguë entre l'impérialisme français gaulliste et l'impérialisme américain ; les terrains où ils s'affrontent sont bien connus : le problème vietnamien, l'OTAN, les rapports Est-Ouest, l'ONU, le Kennedy Round, etc. Sur le plan particulier de l'Afrique sous domination française, l'impérialisme français se trouve aussi brutalement confronté à la volonté de pénétration de l'impérialisme américain, et entreprend hardiment de réorganiser plus solidement son système de domination (installation de régimes militaires dans les pays où les gouvernements civils font preuve de fragilité, amélioration des réseaux Foccart d'espionnage et de contrôle politique, etc.).

Au Sénégal, cette lutte d'influence entre impérialismes est réellement engagée et c'est à la lumière de cette donnée qu'il faut apprécier la nouvelle stratégie de l'impérialisme français visant essentiellement à préserver contre l'ingérence américaine l'essentiel de ses positions de domination politique et économique.

Quelle est cette nouvelle stratégie ?

Elle consiste fondamentalement à consolider le régime politique de Senghor en élargissant sa base politique... et elle doit se traduire concrètement par la mise en œuvre d'une soi-disant « politique d'union nationale » visant à intégrer les forces et éléments de l'opposition même au prix de certaines concessions politiques : libération des détenus politiques, octroi de portefeuilles ministériels et parlementaires, etc. Par ce moyen, l'on restreindrait les bases d'intervention

de l'impérialisme américain et l'on limiterait considérablement ses points d'appui dans le pays : car dans le marasme économique actuel qui favorise facilement toute intervention étrangère, il serait dangereux de s'évertuer à laisser les forces de l'opposition dans leur état actuel de dispersion ; ce serait, pour certains du moins, autant de forces politiques utilisables par l'impérialisme américain pour ses fins de domination.

Si la nouvelle stratégie de l'impérialisme français est de faire des concessions à l'opposition dans une politique dite d'union nationale, on ne doit pas s'illusionner outre mesure sur ces concessions.

Les limites objectives des concessions de l'impérialisme français

Ces concessions connaissent des limites objectives. Il ne s'agit pas et ne s'agira pas de concessions sur ces positions fondamentales dans les domaines politique et économique. L'impérialisme français ne saurait tolérer que dans le programme et dans la réalisation de la politique d'union nationale, l'on porte atteinte à ses intérêts politiques et économiques fondamentaux, notamment les rapports de domination économique entre la France et le Sénégal, sa mainmise sur les secteurs importants de l'économie (banques, commerce, industrie, etc.). C'est précisément pour sauvegarder ces mêmes intérêts que la France lutte contre l'impérialisme américain en favorisant la politique d'union. A l'heure actuelle donc, la contradiction où se débat l'impérialisme français consiste en ce qu'il ne peut s'opposer efficacement à la pénétration américaine qu'en s'inspirant d'une politique d'union autour de Senghor pour élargir sa base politique. Mais lui-même, de nature impérialiste et exploiteuse, il ne peut pas faire rallier *durablement* l'opposition et les masses populaires puisque le programme d'union qu'il met en œuvre ne saurait grignoter ses positions de domination sur le pays. En d'autres termes, le compromis consenti avec l'opposition n'ira jamais jusqu'à la compromission de ses propres intérêts qui, eux, sont opposés à ceux du peuple sénégalais.

Ensermé dans les mailles de cette contradiction, l'impérialisme français ne peut au juste que faire des concessions d'apparence *libérale et séduisante mais nullement révolutionnaire*.

Que faire devant une telle situation ? Poser cette question, c'est souligner d'un même coup la responsabilité particulière des étudiants en tant que partie intégrante de l'avant-garde du peuple sénégalais à ce moment décisif de son histoire. On doit assumer pleinement cette responsabilité en faisant preuve de lucidité, de tact et de clairvoyance révolutionnaire en sachant déceler les éléments nouveaux de la réalité politique si mouvante et en sachant orienter la lutte des étudiants avec souplesse tout en se tenant sur les positions de principes qui sont toujours les mêmes. Pour cela, on doit éviter de verser dans deux attitudes politiques stériles : – éviter ce que l'on peut appeler le nihilisme révolutionnaire qui n'est qu'un mépris du changement, refus de s'ouvrir aux éléments nouveaux apparus dans la réalité politique que l'on veut changer. Et l'on dira alors : « Il n'y

a rien de nouveau » dans l'intégration du PRA – Il n'y aura rien de nouveau dans l'intégration du BMS et des Diaistes ».

Ce sont des égarés qui rentrent seulement dans le troupeau UPS. Ces propos procèdent plutôt de caractérisations et de systématisations simplistes et faciles. Une pareille attitude dogmatique du reste n'aidera pas les étudiants à avancer et fera toujours d'eux des éternels attendus sur l'histoire vivante et réelle.

La deuxième attitude, tout aussi dangereuse que la première, est l'optimisme révolutionnaire mal compris. L'on croira que la situation politique va changer radicalement et qualitativement et que les problèmes seront résolus avec l'union nationale, les expériences d'unité politique en cours, etc. En fait, l'on ne fait que prêter sa propre naïveté à l'impérialisme français pour penser qu'il va favoriser une union nationale qui compromettrait ses propres intérêts. Cette attitude résulte souvent de l'effet de la mystique de l'unité nationale : c'est comme s'il était question de réconciliation. Du reste, s'il s'agissait de réchauffer les cœurs de tous les Sénégalais pour qu'ils vibrent à l'unisson, les étudiants seraient les premiers à apporter leur bénédiction à l'opération. Hélas ! il s'agit concrètement de problèmes politiques, donc de lutte d'intérêts déterminés.

Procédant de façon sélective en démêlant l'écheveau complexe des réalités qui se présentent sous les yeux des étudiants, on doit sérier les éléments nouveaux et positifs tout en ne perdant pas de vue le fond du problème qui reste pour eux la lutte anti-colonialiste conséquente en vue de l'établissement d'une indépendance réelle et d'une démocratie réelle et d'une démocratie véritable au profit des masses populaires. Les étudiants quant à eux sont opposés à toute unité politique avec Senghor, qui ne ferait que renforcer son pouvoir ou une unité sans principe, sans poser comme condition l'indépendance du pays au profit des masses populaires.

Quels sont les éléments nouveaux ? Comment exploiter la situation actuelle ? On est certes loin de connaître tous les développements politiques des expériences unitaires en cours. Mais on doit prévoir les événements et profiter des contradictions actuelles : en profiter pour susciter l'éveil des masses populaires et les orienter selon une ligne juste. Il semble qu'il y ait possibilité d'exploiter, jusqu'à une certaine limite s'entend, le libéralisme ou l'ouverture du pouvoir sur les forces de l'opposition, pour conquérir et élargir certains droits démocratiques : libération des détenus politiques, reconnaissance des organisations démocratiques dissoutes (Union des femmes, de jeunes, etc.), unité syndicale sur des bases saines, etc. Et pour ce qui concerne l'organisation des étudiants sénégalais, acculer le pouvoir à céder sur des points précis de la lutte : reconnaissance de l'AESF, problèmes de l'enseignement, etc.

Les étudiants doivent pousser leur audace jusqu'à exploiter les contradictions qui surgissent ou surgiront dans le régime de Senghor pour appuyer, s'il le faut, les forces novatrices qui s'y trouveraient confrontées aux forces d'inertie

qui, pour le moment, dominant le parti UPS et l'appareil d'État. Telles paraissent être les possibilités d'action à l'heure actuelle et aussi leurs limites. Il ne saurait être question pour les étudiants de tomber sous la séduction de la mystique de l'unité pour saborder leur organisation et balancer par-dessus bord leurs principes de lutte qui demeurent plus actuels que jamais. C'est à la lumière de la situation politique actuelle qu'il convient d'apprécier plus complètement l'intégration du PRA dans l'UPS. Cette intégration est donc la première d'une série qui est déjà annoncée puisque le BMS et les autres éléments de l'opposition comme les Diaistes sont sollicités. Ce qu'il faut tout d'abord constater, c'est que cette expérience d'unité entre l'UPS et le PRA s'inscrit bien dans les traditions politiques sénégalaises. Depuis fort longtemps, les étudiants sont habitués à connaître des expériences d'unité dont il faudrait pour rafraîchir la mémoire des militants, un bref rappel historique.

En 1938, au Congrès de Thiès, c'est la fusion du parti socialiste sénégalais de Galandou Diouf avec la SFIO. En 1956, le BDS, issu de la scission de la SFIO, fusionne avec l'UDS RDA pour former le BPS et l'UPS elle-même, issue d'une fusion entre le BPS et le PSAS (Parti sénégalais d'action socialiste), la nouvelle appellation de la SFIO. Et voici de nouveau que le PRA, issu de l'UPS en 1958 à la suite d'une scission à propos du référendum gaulliste, retourne à l'UPS.

Si l'on dégage les leçons de l'histoire de ces expériences unitaires, il faut reconnaître qu'elles ne sont pas faites sur des bases révolutionnaires. C'étaient souvent des colmatages de fractions d'un même parti, un peu opposées pour des intérêts personnels et égoïstes. L'expérience du BPS a fait long feu, quoiqu'ayant permis d'avoir des espoirs sur l'action interne des éléments progressistes UDS. Ceux-ci, comme la suite des événements l'a démontré, n'ont pu triompher des forces conservatrices qui dominaient le parti de Senghor. Le pourront-ils, maintenant qu'ils sont retournés à l'UPS après avoir créé leur propre parti, le PRA sénégalais ?

L'opinion des étudiants sur ce fait est claire : le ralliement du PRA Sénégal à l'UPS ou celui de n'importe quelle force de l'opposition au régime de Senghor ne peut résoudre les tâches de libération nationale actuelles. Ce sera au contraire un simple renforcement de la domination néocoloniale et un frein à la lutte anticolonialiste que mène le peuple sénégalais. Toute unité politique doit être en fait anti-impérialiste, s'appuyant sur le peuple, excluant toute collaboration avec le régime néocolonial de Senghor.

Et voilà pour ce qui concerne la situation politique actuelle et la façon dont les étudiants entendent y faire face.

Mais il est opportun de soumettre à l'attention des camarades congressistes un certain nombre de problèmes qui semblent dignes d'intérêt par leur importance dans la vie de la Fédération.

Il importe donc de poser ici les problèmes que soulève la participation au Congrès et de les discuter largement. Si l'on se rappelle bien, c'est au dernier Congrès que des divergences politiques sérieuses sont apparues entre l'organisation des étudiants sénégalais et l'orientation actuelle de la FEANF, divergences portant sur quelques questions fondamentales : l'appréciation de la nature de l'impérialisme à combattre, le problème de la création des partis révolutionnaires d'avant-garde, les méthodes de direction de la FEANF, etc. Ces divergences ont pu entraîner un comportement d'hostilité systématique de la direction actuelle à l'égard de l'AESF.

Quels sont les problèmes qui se posent ?

La Fédération qui a été depuis longtemps le cadre où s'organisaient les étudiants africains en France et leurs organisations a été jusqu'ici une organisation démocratique qui luttait en milieu étudiant autour des mots d'ordre essentiellement anti-impérialistes : pour l'indépendance totale des différents pays et l'établissement d'une démocratie véritable au profit des masses populaires. Ce sont des mots d'ordre qui ont pu cimenter l'unité de lutte de tous les étudiants africains en France. Depuis le dernier congrès, ont commencé à naître des tendances à « gauchir » davantage les mots d'ordre et à mettre en œuvre des méthodes de direction extrêmement contestables : il convient de rappeler d'abord les accusations lancées contre les étudiants sénégalais ; ils sont taxés d'opportunistes, ayant liquidé l'UGEAO à Dakar en cédant petit à petit aux pressions de Senghor. Ils auraient notamment accepté d'exclure les autres éléments non Sénégalais de la direction de l'UGEAO, comme Senghor le voulait ; ils auraient contribué à dépolitiser la ligne anti-impérialiste de l'UGEAO pour réduire sa lutte au syndicalisme corporatif qui aurait balancé par dessus bord tous ses principes politiques. D'après Alpha Condé, président de la FEANF et certains étudiants dahoméens de la FEANF, tous ces faits imputables à l'opportunisme des étudiants sénégalais ont motivé la liquidation de l'UGEAO. Quant aux étudiants sénégalais de France, leur organisation s'appliquerait au sein de la FEANF à réitérer le coup qu'ils ont ainsi porté à l'UGEAO à Dakar. Ils sont donc dénoncés comme opportunistes et liquidationnistes et chauvins. Autant d'accusations malveillantes dénuées évidemment de tout fondement ! Quand et sur quel problème l'ASF s'est-elle montrée opportuniste ? Peut-on taxer l'AESF de collusion avec Senghor et son régime, elle qui a encouru la dissolution de son organisation pour la lutte ferme contre le néocolonialisme au Sénégal et ses agents de patentés ? Les étudiants se sont toujours tenus sur des positions anti-impérialistes et anticolonialistes conséquentes. Ils n'ont pas de leçons de révolution à recevoir de qui que ce soit.

En vérité, ces calomnies, dérisoires et ridicules du reste, ne visaient qu'à cacher les véritables problèmes de divergences qui existent et que les membres

de l'PAESF ont eu le courage de poser publiquement au dernier Congrès de la FEANF et au C.A, divergences portant principalement, entre autres questions, sur l'appréciation de la nature de l'impérialisme et le problème de la création des organisations révolutionnaires d'avant-garde.

La direction actuelle du C.E, Condé Alpha en tête, a voulu braquer toute la lutte de la Fédération contre l'impérialisme américain, en méconnaissant aveuglément la nécessité à l'heure actuelle de souligner le caractère encore dominant de l'impérialisme français dans la plupart des pays africains sous domination française. Pour elle, parler par exemple de s'attacher tout d'abord à apporter la contribution des étudiants dans leur pays à la lutte contre l'impérialisme français et son serviteur zélé Senghor, est signe de chauvinisme, de trahison. L'essentiel qui doit s'imposer à tous les militants de la Fédération, ce serait leur mobilisation contre l'impérialisme américain. Il est clair que c'est là une aberration politique. En effet, si on reconnaît volontiers les tentatives de pénétration de l'impérialisme américain en Afrique, il est outré de penser qu'il ait pris la place de l'impérialisme français. La ligne de l'PAESF est au contraire plus juste. Elle vise à prémunir les étudiants et le peuple sénégalais contre le danger d'infiltration américaine, sans omettre le fait principal que ce sont toujours les capitaux français qui dominent l'économie sénégalaise et que Senghor et son gouvernement ne pratiquent pas une politique nationale et démocratique.

La direction de la FEANF actuelle ne fait pas que remplacer de façon si cavalière l'impérialisme français par l'impérialisme américain ; elle dilate à volonté la sphère de lutte de la FEANF. Ce ne sont pas maintenant les 14 pays dont les étudiants s'organisent dans la FEANF qu'il s'agit de libérer principalement et avant tout, mais toute l'Afrique et uniformément, et l'on parle carrément de révolution continentale. La lutte va ainsi se diluer dans une sorte de continentalisme révolutionnaire où s'effaceront toutes les responsabilités concrètes des étudiants en face des problèmes de leurs différents pays et de leurs différents peuples.

Il faut traquer l'impérialisme américain dans tous les pays d'Afrique et l'en dégager. C'est la nouvelle croisade à laquelle sont conviés tous les étudiants africains. Les étudiants africains pensent quant à eux que ce sont là des vues infantiles et utopiques. La sagesse révolutionnaire leur commande d'être moins ambitieux, de mobiliser les étudiants pour connaître leurs propres problèmes et ceux de leurs peuples et les amener à des actions concrètes pour les résoudre. Le rôle de la FEANF est d'abord de mener la lutte anti-impérialiste dans le cadre des organisations la composant et dans les pays qui la concernent le plus directement : elle n'a ni les moyens ni le devoir de régenter la lutte des organisations démocratiques d'Afrique envers lesquelles elle doit avoir des devoirs de solidarité. Il n'est pas rare d'entendre Condé Alpha, pour justifier la nouvelle tournure qu'a prise la direction de la FEANF, citer tous les pays du continent

africain, y comptabiliser les différents intérêts américains, et conclure que c'est l'impérialisme américain qui est dominant en Afrique. Ceux qui ont pu lire la presse de la FEANF ont dû se rendre à cette évidence : ce sont plus d'autres pays que les pays africains qui occupent l'essentiel des chroniques. Il n'est pas question, pour les étudiants sénégalais, de ne pas tenir compte de l'impérialisme américain. C'est une vérité d'évidence qu'il demeure l'ennemi principal et le plus dangereux de tous les peuples du monde, y compris bien sûr les peuples africains. Économiquement, c'est la puissance impérialiste la plus forte, et de loin. C'est lui qui mène avec le plus d'acharnement la lutte contre tous les mouvements de libération nationale de par le monde (au Vietnam, au Laos, en Amérique Latine), soutenant fermement les régimes réactionnaires d'Afrique du Sud, de Rhodésie, du Portugal. Il tente de pénétrer par tous les moyens en Afrique où il contrôle déjà des secteurs importants comme en Éthiopie, au Libéria, en Guinée, au Congo Kinshasa, etc.

Mais a-t-il remplacé fondamentalement l'impérialisme français dans la plupart des pays africains sous domination française ? Cela n'est pas encore le cas et on doit par conséquent en tenir compte dans la formulation des mots d'ordre, dans l'action où manifestement la lutte contre l'impérialisme français n'apparaît plus à titre principal, si elle n'est pas tout simplement estompée. Les étudiants sénégalais proposent alors de rapporter la ligne de la Fédération à une appréciation plus conséquente et pratique de l'impérialisme français, de mobiliser les militants plus concrètement et essentiellement contre l'impérialisme français et ses agents locaux, sans oublier que des sections territoriales comme la Guinée et le Mali connaissent des ennemis particuliers et dangereux, par exemple la réaction de l'Union Soudanaise RDA qui a confisqué les conquêtes révolutionnaires du peuple malien à son profit. C'est donc en cernant concrètement l'ennemi ou les ennemis de l'Afrique et en évitant de se diluer dans une lutte générale contre l'impérialisme américain porté au rang d'ennemi principal que les dirigeants de la FEANF lanceront des mots qui collent aux réalités de leurs pays, des mots d'ordre dans lesquels les militants se reconnaîtront, ainsi que les peuples. Hélas, il y a une confusion totale, c'est tantôt l'impérialisme américain, tantôt l'impérialisme français, au gré des analyses du Comité exécutif, ce qui n'aide pas à voir clair.

Loin de l'idée des étudiants sénégalais de se replier sur leur sphère de lutte, sans s'ouvrir à la lutte des autres patriotes africains comme ceux qui combattent dans les colonies portugaises, en Rhodésie, au Congo, etc. Envers ces patriotes, on a des devoirs impérieux de solidarité et de soutien. Car leur lutte, sur leurs fronts respectifs, représente une contribution importante à la lutte des étudiants africains, car ici et là, c'est l'impérialisme qui s'affaiblit, et leur victoire libérera des forces révolutionnaires importantes pour l'Afrique et accélérera les processus de la propre libération des peuples africains. Mais on ne peut pas et on ne

doit pas se substituer à eux pour lutter à leur place. Malheureusement, l'impression qui prévaut à la lumière de la pratique de la Fédération à l'heure actuelle, est que l'on paraît être plutôt une organisation panafricaine qui régente et prétend organiser la lutte dans tous les pays d'Afrique. Ce continentalisme révolutionnaire dissout les luttes et responsabilités particulières en face de leurs ennemis concrets et les conduit à coup sûr dans l'impasse.

Porter donc l'essentiel des coups sur les ennemis les plus immédiats et mobiliser les étudiants dans ce sens, sans estomper en rien leurs devoirs internationalistes et panafricanistes de soutien à la lutte des autres patriotes, telle leur paraît être la ligne la plus sage qui a été toujours celle de la Fédération et à laquelle elle doit revenir.

Mais la divergence extrême porte sur le mot d'ordre irréaliste de création par la FEANF d'organisations révolutionnaires d'avant-garde. Le bureau de l'AESF s'excuse de le rappeler mais il s'est opposé au congrès à l'inscription d'un tel mot d'ordre dans la résolution de politique générale. C'est sur ce point que l'orientation actuelle de la FEANF demeure la plus contestable, et ou reste la plus confuse. Parler de créer ou de participer à la création d'organisations révolutionnaires d'avant-garde suppose que des conditions précises soient remplies.

Tout d'abord, le lancement du mot d'ordre n'a été l'objet d'aucune préparation sérieuse. Il n'a pas fait de discussions sincères à la base, dans les secteurs académiques comme dans les associations territoriales, simplement et inopinément parachuté dans la résolution de politique générale du Congrès de l'an dernier, sans qu'on ait eu le temps de mesurer toute sa portée et toutes ses conséquences.

Parler de créer des organisations révolutionnaires d'avant-garde, c'est mettre l'accent sur des organisations avancées dans leur ligne politique et idéologique avec des structures révolutionnaires. C'est en tout cas, semble-t-il, bâtir des organisations idéologiquement avancées par rapport aux partis nationalistes classiques. Les étudiants laissés dans l'ignorance de la nature exacte des forces qui doivent les composer, de l'idéologie qui doit sous-tendre leur action, de leur structure, dans l'ignorance aussi des « organisations révolutionnaires existantes » qu'il faut renforcer, dans l'ignorance des pays concrets où il s'agit de créer ces partis « en nous intégrant aux masses », etc. autant d'aspects extrêmement importants des problèmes, qui ne sont pas soulignés. C'est alors un mot d'ordre vague et général que l'on lance. Quant à l'AESF, elle ne se fait pas de doute sur ce que représente, dans l'esprit des dirigeants de la FEANF, la notion d'organisations révolutionnaires d'avant-garde dont on attend une définition claire et précise : il ne s'agit pour eux certainement pas d'organisations simplement anti-impérialistes, mais d'organisations qui mènent une lutte de classes avec une idéologie de classes, c'est-à-dire des organisations ou partis marxistes-léninistes.

S'il en est ainsi, la Fédération a dès lors une responsabilité particulière vis-à-vis de ses militants dont elle doit assurer la formation idéologique. En a-t-elle les moyens ? Qu'a-t-elle fait dans ce sens ? À vrai dire, ce mot d'ordre n'est que pure démagogie si l'on connaît la carence manifeste de la Fédération cette année en matière de formation de ses militants. Est-ce que ce sont les quelques meetings et tables rondes qui ont fait office de formation ou d'écoles de cadres de ces futures organisations ? La Fédération a-t-elle elle-même organisé une seule conférence pour faire connaître ses problèmes ou élever le niveau politique de ses militants ? La presse de la Fédération a-t-elle eu l'importance qui lui revient dans cette tâche de formation idéologique ? Il faut qu'on soit sérieux et moins aventuriste. On a mesuré en outre toute l'irresponsabilité de la nature du mouvement de masse qu'est la FEANF où militent des démocrates, des nationalistes, des chrétiens, des marxistes, unis simplement par les mots d'ordre anti-impérialistes de la FEANF pour l'indépendance nationale et l'établissement d'une véritable démocratie.

Pousser la FEANF à créer, sans les nommer expressément, des partis ou organisations marxistes-léninistes, c'est aller au-delà de ce qu'exige sa nature de mouvement de masse anti-impérialiste. C'est viser à transformer sa plate-forme politique anti-impérialiste en termes de lutte de classes. La FEANF tendra à devenir dans les faits un parti marxiste-léniniste étudiant sans base de masse prolétarienne qui lui soit adéquate.

La FEANF n'a pas à créer des partis ou des organisations révolutionnaires ; ce sont des masses africaines elles-mêmes et les cadres issus de leur sein et installés en Afrique à qui incombe fondamentalement cette tâche, compte tenu de leur situation objective et de l'opportunité de cette initiative. La FEANF est une organisation démocratique anti-impérialiste d'étudiants, et elle doit rester ce qu'elle est et non une pépinière pour les organisations révolutionnaires d'avant-garde. Est-on même assuré de l'engagement conscient des étudiants africains autour de ce mot d'ordre ? On en doute sérieusement, vu l'état actuel de la démobilisation dans les rangs mêmes de la FEANF et de ses organisations territoriales. Les sections académiques sont-elles sûres de pouvoir mobiliser à l'heure actuelle leurs militants autour de ce mot d'ordre ? Et qu'a fait la FEANF pour les y aider, par exemple ? En tout cas, elles connaissent des problèmes aigus de démobilisation. Les sections territoriales connaissent aussi dans leur ensemble des situations graves : démobilisation, répression, création d'organisations rivales, etc. La FEANF ferait mieux de les aider politiquement et idéologiquement pour qu'au moins elles puissent s'atteler à la tâche de mobilisation de leurs militants autour de ce mot d'ordre sérieux.

Par expérience, on sait que la FEANF n'a pas vécu pratiquement à Paris où à part quelques meetings très réduits dans leur nombre, elle ne s'est pas manifestée vigoureusement ailleurs, comme dans le domaine culturel, social, etc. Ce

qui est sûr, c'est que la FEANF ne mord plus comme avant sur le milieu étudiant ! Elle ne se distingue plus que par ses activités internationales. Dans cet état d'affaiblissement généralisé des bases de l'organisation et dans ce moment même où des organisations fantoches étudiantes comme le MEOCAM et le CARECT s'agitent, il est judicieux de s'organiser plus solidement sur des mots d'ordre moins aventureux, tenant compte des possibilités réelles des étudiants africains.

Dans les faits mêmes, comment la FEANF installée à Paris peut-elle créer des partis révolutionnaires, d'avant-garde au Sénégal, au Niger, au Mali, en Guinée, en RCA, au Tchad, etc. N'est-ce pas là une vue de l'esprit ? Ce qui est dramatique, c'est qu'un tel mot d'ordre ne respecte même pas la différence des niveaux de développement politique, social et économique des différents pays africains. Comment peut-on lancer un tel mot d'ordre sans que l'on soit assuré que les conditions politiques existent dans tel ou tel pays : est-il possible même si la FEANF pouvait légitimement lancer un tel mot d'ordre de créer maintenant de tels partis ou organisations révolutionnaires d'avant-garde dans tous les pays d'Afrique ? Cette question n'inquiète même pas les dirigeants de la FEANF qui osent encore proposer comme thème de ce congrès « Étudiants et intellectuels – intégrons-nous aux masses paysannes et ouvrières – éduquons-nous auprès d'elles – participons en leur sein à la naissance, au renforcement d'organisations anti-impérialistes – », etc. Qu'est-ce à dire sinon que la direction actuelle s'entête à vouloir reconduire le mot d'ordre stupide de création par la FEANF d'organisations d'avant-garde. Peut-on intégrer les masses africaines de Paris ? Qu'a fait la FEANF par exemple pour s'intégrer à la masse africaine la plus immédiate, les travailleurs africains en France ? Qu'a-t-on fait cette année pour les éduquer, pour nous éduquer auprès d'eux ? Pour les organiser concrètement et élever leur niveau de conscience politique et anti-impérialiste ?

La position de l'Association des Étudiants Sénégalais doit rester très claire sur ce point. La FEANF doit rester la FEANF, c'est-à-dire rester sur sa ligne anti-impérialiste et démocratique, éduquer et mobiliser les étudiants africains décidés à jouer leur rôle d'éveilleur de conscience, mais non s'aventurer dans les positions ultragauchistes qui auront pour conséquence directe de liquider la Fédération et de réduire sa base de masse. Le bureau de l'AESF manifesterait clairement son opposition contre un tel mot d'ordre. Il n'est pas contre l'existence et la formation en Afrique des partis, organisations révolutionnaires, c'est leur absence même qui justifie les échecs actuels de la lutte. Mais ce n'est pas à la FEANF de les susciter, de leur donner une idéologie, une structure, une nature, ce n'est pas à elle de lancer ce mot d'ordre à partir de Paris : elle ne le peut pas. C'est aux masses elles-mêmes et aux cadres issus de leur sein ou étant en Afrique en leur sein, auxquels cette tâche revient.

Le bureau de l'Association des Étudiants Sénégalais en France a eu l'immense mérite d'avoir analysé la situation politique prévalant au Sénégal et ses rapports avec la FEANF qui allait à la dérive à la suite des divergences intervenues dans le camp des pays de l'Est.

À l'heure où les gouvernements africains se mobilisent pour liquider la FEANF en créant et en soutenant financièrement le Mouvement des Étudiants de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (MEOCAM), les dirigeants de la FEANF passent leur temps à dissenter sur les divergences sino-soviétiques et sur les problèmes internationaux. Ils avaient transformé la FEANF en une mini ONU estudiantine où sont discutés tous les problèmes du monde. Au lieu de s'attacher à renforcer les sections territoriales qui sont leurs relais naturels en Afrique, les dirigeants de la Fédération passent leurs temps à se déclarer « pro » ceci ou pro cela. Ainsi, ils étaient manipulés par les grandes puissances de l'Est (URSS et Chine) pour faire triompher leurs intérêts géopolitiques et stratégiques.

À Reims, les membres du MEOCAM n'ont pas hésité à organiser une assemblée générale avec la participation d'un Nigérien Alou Saïdou, un Dahoméen Ludovic Aguessy, membres de leur comité exécutif. Ils ont connu un échec retentissant, faute de public. Ils ont fui devant le débat contradictoire des envoyés spéciaux du MEOCAM à Reims. C'est ainsi que le mort-né qu'était le MEOCAM a subi son enterrement le mardi 21 février 1967.

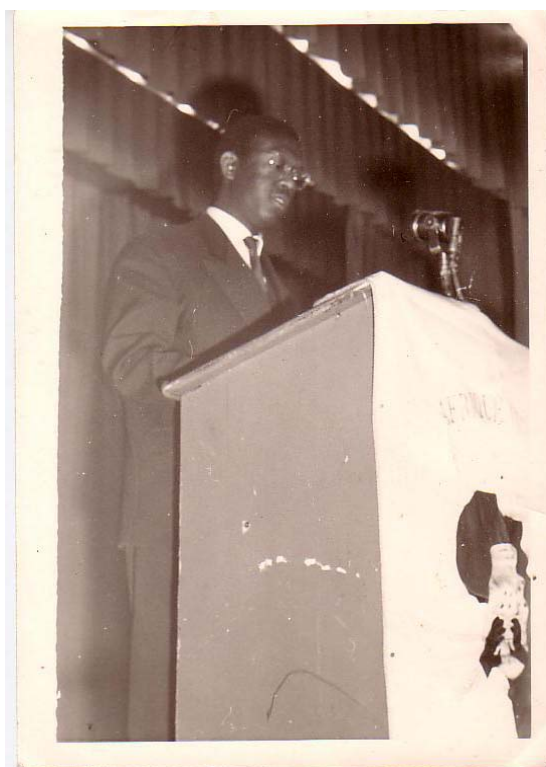
Le MEOCAM avait en son sein aussi des étudiants UPC ainsi que des étudiants sénégalais comme Moustapha Niasse et Khoureyssi Thiam. Je me souviens avoir porté la contradiction au foyer des étudiants de Cachan en 1965 à Khoureyssi Thiam qui s'était érigé en professeur de dix ans d'histoire du Sénégal. L'homme nous apparaissait comme plein de prétentions.



Participants à la Conférence des étudiants (COSEC) 1957, AAD premier à droite



Réunion du Comité exécutif de l'UIE à Varsovie, juillet 1959, AAD à droite



Discours de clôture du XIIe congrès 1960 à la Maison des syndicats 8 avenue Mathurin, Paris